



BP. EN ROUTE POUR L'AVENIR.

BP France

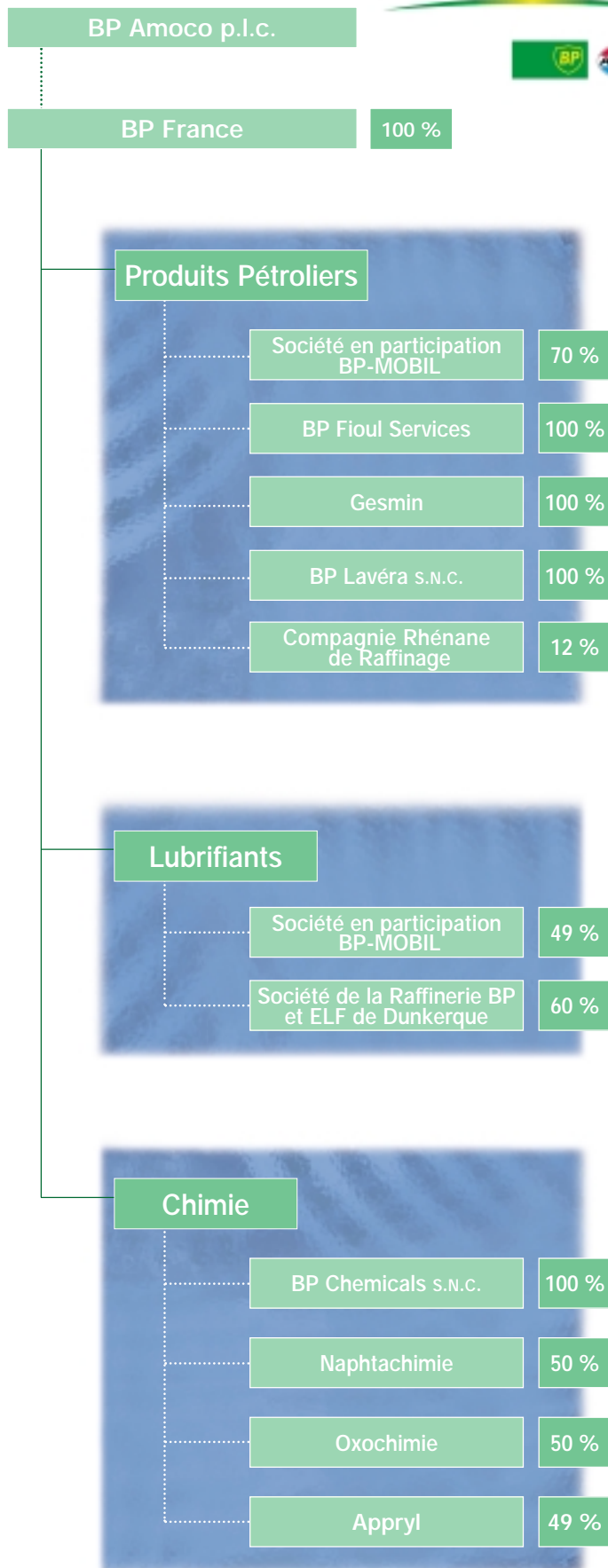


RAPPORT ANNUEL 1999

Le Groupe BP France

au 31 décembre 1999

BP Amoco



Conseil d'Administration

Administrateurs

Michel de Fabiani

Président Directeur Général de BP France
Chief Executive Officer de BP Oil Europe
Regional President Europe BP Amoco

Jean-François Rogeau

Président du Conseil de gérance de BP Chemicals s.n.c.
Directeur Général de Naphtachimie

François Henrot

Associé gérant
Rothschild & Cie Banque

David Hulf

Chief Financial Officer de BP Amoco Europe

Jacques-Henri Wahl

Conseiller du Président et membre du Comité de Direction Générale de la BNP

François Bellanger

Michel Depraetere

Secrétaire

Thierry Vorgers

Directeur Juridique et Fiscal de BP France

Commissaires aux comptes

Titulaires

Ernst & Young Audit
Christian Comerman

Suppléants

Patrick Aignan
François Bernaille

Assemblée Générale Ordinaire du 9 mai 2000

Sommaire

1^{ère} partie : BP France en 1999

Panorama de l'exercice 2
 Message du Président 3
 Le contexte..... 4

Pétrole

Réseau 5
 Commerce & Industrie 6
 Gaz de Pétrole Liquéfié 7
 Bitumes..... 8
 Air BP 8
 BP Marine 9
 Approvisionnements & Logistique 10
 Lavéra..... 10 - 11
 Hygiène, Sécurité et Environnement..... 12
 Les Équipes 13
 Communication 13

Lubrifiants..... 14 - 15 - 16

Chimie 17 - 18

Résultats de l'exercice 19

Perspectives 2000 & Actionnariat 20

2^{ème} partie : Comptes et Résolutions

Comptes Consolidés 23

Comptes Sociaux 35

Résolutions 53

Panorama de l'exercice

(en millions de francs)

DONNÉES CONSOLIDÉES	1999	1998
Chiffre d'affaires (hors tous droits et taxes)	29 519	23 787
Résultat net (part du Groupe)	538	283
Capacité d'autofinancement	1 579	463
Capitaux propres du Groupe au 31/12	7 213	5 235
Effectif moyen du Groupe	4 028	3 891
ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES CONSOLIDÉES		
Chiffre d'affaires (hors tous droits et taxes)*	25 452	19 370
Résultat d'exploitation - Part BP France ⁽¹⁾	846	(22)
Coût de renouvellement / dépréciation des stocks	1 247	(453)
Résultat d'exploitation économique - Part BP France ⁽¹⁾	(401)	431
Traitement en raffinerie (en millions de tonnes)	11.9	13.6
Tonnages vendus de produits (en millions de tonnes)	21.1	20.0
- dont marché intérieur (y/c Chimie)	12.3	11.5
ACTIVITÉS CHIMIQUES CONSOLIDÉES		
Chiffre d'affaires (hors tous droits et taxes)*	5 890	5 817
Résultat d'exploitation	363	385
Tonnages vendus (en milliers de tonnes)	1 949	1 937
BP FRANCE		
Résultat net comptable	(127)	591

⁽¹⁾ Après retrait de la quote-part de Mobil Oil Française.

* Chiffre d'affaires avant élimination des ventes entre activités pétrolières et activités chimiques.

Message du Président

Dans un contexte de reprise économique et de forte hausse du prix du brut, les activités pétrolières de BP France affichent pour 1999 des résultats hors effet stock en baisse sensible, les hausses importantes du prix du brut et des produits pétroliers sur les marchés internationaux n'ayant été répercutées qu'avec un certain retard ce qui confirme la vive concurrence qui caractérise notre secteur.

Dans notre réseau de stations-service nous avons poursuivi notre programme de développement de services avec la création des 32 premiers magasins de proximité à l'enseigne "8 à Huit", avec 100 magasins prévus, apportant ainsi sur nos sites une activité pleinement complémentaire de l'activité carburants. Parallèlement, le développement de nos partenariats avec Speedy et Autogrill confirment le succès de notre politique d'innovation commerciale permanente.

Dans notre activité fioul domestique, nous avons repensé notre approche client en créant 2 centres d'appels nationaux basés à Lyon et à Nice offrant un service plus adapté aux attentes de notre clientèle.

Dans tous les autres secteurs aviation, marine, bitumes, gaz et industrie, nos activités continuent d'afficher une vitalité commerciale fondée sur l'innovation, le service et la compétitivité.

En 1999, BP France a lancé le programme Carburants Propres pour Paris en introduisant dans l'ensemble de ses 240 stations-service BP de Paris et d'Ile-de-France, une nouvelle génération de carburants comprenant le GPL-carburant et BP Diesel Ecology, seul carburant diesel à très basse teneur en soufre commercialisé en station-service répondant aux normes environnementales européennes 2005 sur le soufre. Ce programme s'inscrit dans le cadre du programme mondial de BP Amoco, "Carburants propres pour 40 villes", 40 métropoles où la circulation est intense choisies pour fournir d'ici la fin 2000 une réponse spécifique via des carburants nouveaux, anticipant largement sur les législations en vigueur. Nos clients automobilistes et transporteurs pourront ainsi contribuer avec nous à améliorer la qualité de l'air à Paris et en Ile-de-France.

Dans nos activités industrielles, les résultats du raffinage sont négatifs - les marges ayant atteint en 1999 des niveaux historiquement bas. Les investissements dans notre raffinerie de Lavéra ont doublé avec 255 MF consacrés à différentes modernisations. Parallèlement, les travaux ont démarré sur le site de Lavéra en vue de la construction d'une unité de cogénération pour alimenter les activités chimie et raffinage en vapeur industrielle et en électricité à partir d'une centrale aux performances environnementales d'avant garde.

En 1999, la raffinerie de Lavéra a obtenu la certification ISO 14001 reconnaissant la qualité de ses programmes pour améliorer sa performance environnementale. Tous les grands centres industriels - raffineries et sites chimiques - de BP en France sont désormais certifiés ISO 14001.

BP France a poursuivi en 1999 son programme de réduction des émissions dans toute la chaîne logistique avec la mise en place d'unités de récupération de vapeurs dans les dépôts, les transports et au niveau des stations-service. Ce programme pluri-annuel s'élève à plus de 100 millions de Francs.

Depuis le 1^{er} janvier 2000, l'ensemble des activités de BP France entre dans le cadre du système d'échanges interne de droits d'émissions de gaz à effet de serre du groupe BP Amoco, visant à réduire ceux-ci de 10 % d'ici 2010 par rapport aux niveaux de 1990.

En matière de sécurité routière, nous poursuivons un vaste programme de formation à la conduite défensive de tous nos collaborateurs utilisant leur véhicule dans le cadre professionnel ainsi que sur le trajet domicile-travail. Parallèlement, nous avons équipé en 1999 la totalité des camions de distribution que nous utilisons de ceintures de sécurité et rendu obligatoire leur port par l'ensemble des camions de livraison transportant nos produits - ceci dans le cadre d'une initiative mondiale du groupe BP Amoco.

Pour nos activités chimiques, le résultat d'exploitation de BP Chemicals est en recul avec des conditions de marché rendues difficiles par les hausses de coûts des matières premières en 1999. Un recentrage des activités assorti d'un plan social a été décidé et mis en œuvre afin de consolider les activités industrielles et commerciales de BP Chemicals en France.

En matière sociale, BP France a signé en 1999 plusieurs accords de réduction du temps de travail dans le cadre de la loi sur les 35 heures, introduisant ainsi sur l'ensemble de ses sites et activités en France une plus grande flexibilité dans la gestion du temps pour les salariés. Parallèlement, une refonte de notre Caisse de retraite visant à consolider pour l'avenir le régime de retraite supplémentaire de BP France a été approuvée par référendum.

En 1999, BP France a pris une position significative dans une nouvelle activité, le solaire, par l'acquisition d'APEX Ingénierie, l'une des principales sociétés spécialisées dans la conception et la réalisation de systèmes électriques solaires opérant en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer. Cette acquisition s'intègre dans la stratégie du groupe BP Amoco, leader mondial du solaire photovoltaïque, via BP Solarex. Le lancement de la première station-service de France alimentée par énergie solaire sur l'A77 à Varennes-Changy est une toute première manifestation de notre ambition dans cette énergie propre à l'orée du 21^e siècle.

BP et Mobil ont annoncé en fin d'année la signature d'un protocole pour dissoudre leur association européenne produits pétroliers et lubrifiants, répondant ainsi aux exigences de la Communauté Européenne suite à la fusion entre Exxon et Mobil. Ainsi en 2000, BP reprendra les 30 % que Mobil détenait dans l'association produits pétroliers passant ainsi à 100 % de cette activité. Parallèlement, BP réintégrera son pôle d'activité lubrifiants qui rejoindra l'ensemble des autres activités pétrolières de BP France.

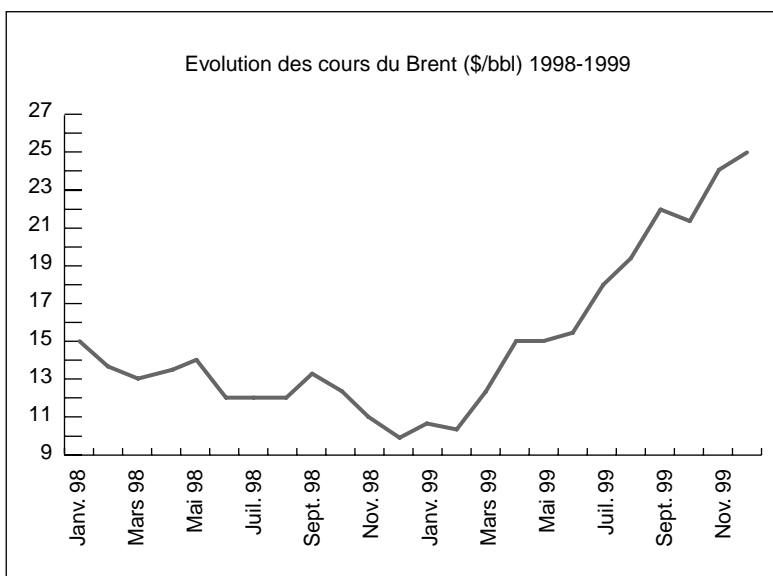


Michel de Fabiani
Président de BP France

Le Contexte

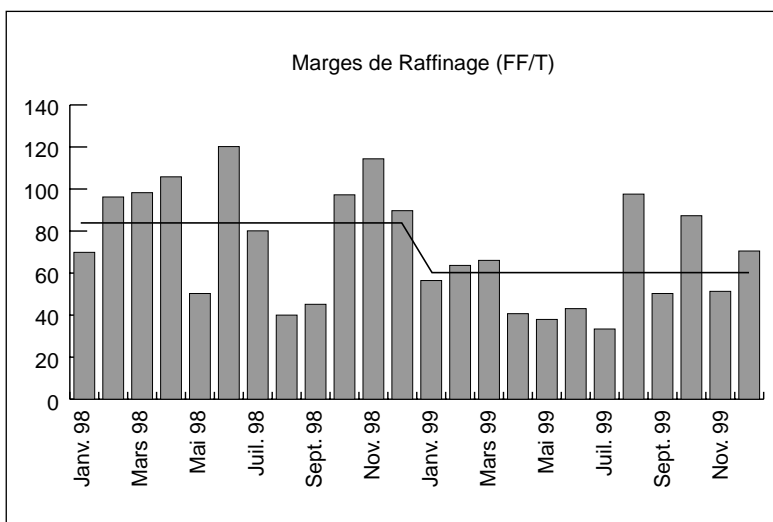
Environnement

- Hausse importante du prix du Brent de 10 \$/baril à 25 \$/b pendant l'année (moyenne 17.9 \$/b en 99 vs 12.7 \$/b en 98).
- Appréciation du cours du dollar de 5,65 F en début d'année 1999 à 6,49 F en fin d'année (moyenne annuelle 6,15 F).
- Inflation 1999 : 1,3 % ; Croissance économique de 2,7 %.
- Forte réduction des marges de raffinage pour la 2^{ème} année consécutive, à la fois volatiles et très insuffisantes à 58 F/tonne en moyenne en 1999 contre 85 F/tonne en 1998.



Conjoncture française

- Consommation pétrolière en hausse de 1 % à 90 millions de tonnes.
- Recul des ventes des carburants-auto (- 0.6 %) au profit du gazole moteur (+ 3.9 %).
- Forte progression des carburéacteurs (+ 8.7 %) et du GPL-carburant (+ 40 %).
- Les consommations de gazole moteur (26,7 millions de tonnes) surpassent de 84 % celles des carburants-auto (14,5 millions de tonnes).



Un réseau de stations-service innovant avec BP Diesel Ecology

Le Réseau de stations-service BP se positionne parmi les leaders du marché notamment en région parisienne.

Le Réseau a mis en œuvre en 1999 les grands programmes d'investissements et de partenariats initiés en 1998, renforçant ainsi sa position de leader tant sur l'Ile-de-France que sur le Nord, la région lyonnaise et la Provence-Alpes- Côte d'Azur.

BP France a lancé en région parisienne BP Diesel Ecology, seul diesel à très basse teneur en soufre aux normes environnementales européennes 2005 sur le soufre.

REPÈRES

Le Réseau BP France

- 650 stations-service ré-imaginées aux couleurs BP, dont 50 autoroutières.
- N°1 en Ile-de-France, avec une forte présence dans la région lyonnaise, sur la Côte d'Azur et dans le Nord.
- 2 millions de m³ de carburants commercialisés.
- Débit mensuel moyen de 250 m³/mois par station, l'un des plus élevés de la profession.
- 3 millions d'utilisateurs de cartes de fidélité "Bienvenue dans nos stations-service".
- Les boutiques BP, animées, offrent des gammes de produits répondant aux besoins de proximité.
- Des partenariats innovants avec Promodès (8 à Huit) et Speedy.

Les carburants propres : BP Diesel Ecology

1999 fut pour le réseau BP la grande année du lancement des carburants propres.

Outre les efforts importants d'installation du GPL, BP France a été la première compagnie pétrolière à commercialiser en France un nouveau gazole à très basse teneur en soufre, BP Diesel Ecology, devançant ainsi les normes européennes de 2005.

Ce lancement sur les 240 sites de la région parisienne, accompagné d'une importante communication média, radio, presse et affichage, a par son importance et sa visibilité, renforcé l'image de BP auprès du public, affirmant ainsi la position leader du groupe BP Amoco en matière de protection de l'environnement.

BP France a enfin distribué en décembre 1999 sur l'ensemble de son réseau, un nouveau super au potassium destiné à se substituer au super plombé.

Les Partenariats

Le développement du partenariat avec le groupe PROMODES a permis la réalisation de 32 stations-service à l'enseigne 8 à Huit, majoritairement en région parisienne mais également sur l'agglomération lyonnaise. Le programme continue avec pour objectif 100 stations-service avec 8 à Huit d'ici 2001.

Dans le domaine de la réparation sans rendez-vous, l'association avec SPEEDY a déjà concrétisé la réalisation de 6 stations à l'enseigne SPEEDY.

En restauration rapide, le partenariat avec AUTOGRILL est venu compléter l'offre spécifique du réseau BP sur les Autoroutes.

Les investissements.

Un ambitieux programme d'investissements a permis d'une part la modernisation complète de plusieurs stations-service autoroutières dans le cadre d'un programme pluri-annuel de refonte complète de stations ; d'autre part, l'équipement du réseau en GPL-carburant s'est poursuivi avec 100 sites équipés avec ce carburant propre.

Le point d'orgue de l'année 1999 restera l'ouverture de la station-service solaire de Varennes Changy (45) une première en France, site dont une partie importante des besoins électriques est assurée par l'énergie solaire fournie par 200 panneaux photovoltaïques installés sur l'auvent de la piste de service.

L'offre euro en place dès le 1^{er} janvier 1999

La mise en place de l'offre euro sur l'ensemble des points de vente du réseau dès janvier 1999, a été largement préparée par la mise en œuvre d'un important programme de formation des équipes du réseau, des exploitants de stations et de leur personnel. C'est en tout 2000 personnes qui ont été sensibilisées à l'euro.

Commerce & Industrie

- **Marché en retrait et très concurrentiel.**
- **Réorganisation de l'activité de détail.**

REPÈRES

Commerce & Industrie

- 700 collaborateurs.
- 3 millions de m³ de fioul domestique : 15 % du marché.
- 395 000 tonnes de fioul lourd : 8 % du marché.
- 4 millions de m³ de carburants : 7 % du marché.
- 1 filiale de vente au détail : BP Fioul Services.
- 250 Revendeurs Partenaires.

Chauffage

Un marché en retrait et une importante réorganisation.

En 1999, les conditions climatiques défavorables ont conduit à un marché en recul de 2 % (contre une progression de 3,7 % de la consommation nationale de fioul domestique en 1998).

Les ventes de fioul domestique par BP tous canaux confondus sont restées stables à 3 millions de m³ avec une nouvelle progression des ventes du BP SuperFioul, produit haute technologie dont les ventes sont désormais au-delà du seuil du million de m³ atteint en 1998.

BP Fioul Services a réorganisé en profondeur ses opérations commerciales et administratives pour faire face à un environnement toujours plus concurrentiel. La clientèle des zones à forte concentration urbaine est désormais servie à partir de deux centres de gestion de la clientèle, situés à Nice et Villeurbanne.

Industrie

Dans un marché en déclin de 13 %, les ventes de fioul lourd ont été en retrait n'atteignant que 395 000 tonnes sur l'année (- 18 %). L'activité a été fortement réduite durant la première moitié de 1999 suite à différents arrêts de maintenance dans les raffineries. Durant la seconde partie de l'année, les ventes se sont redressées et la part de marché de BP est remontée au niveau de 1998 (10 %).

Négoce

L'activité de négoce de BP s'est également développée avec une progression des ventes de carburants de 10 % sur l'année grâce à des efforts spécifiques axés sur le partenariat avec les principaux clients de BP.

Sécurité & Environnement

L'amélioration des performances en la matière se poursuit, le nombre d'accidents avec arrêt de travail ayant été ramené à 3 en 1999 contre 13 en 1996.

Evolutions prévisibles en 2000

La priorité continuera à porter à la fois sur la prévention des accidents de tous ordres et à l'amélioration de la compétitivité dans un environnement extrêmement concurrentiel.

Gaz de Pétrole Liquéfié

GAZ : un marché d'avenir

L'activité "GPL" de BP France, exercée en partenariat étroit avec Butagaz, permet d'offrir à la clientèle une énergie "propre" axée sur trois fonctions domestiques (le chauffage, la cuisine et l'eau chaude) facilement transportable (conditionnement en bouteilles) et servant de carburant automobile propre. Trois atouts essentiels pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Environnement et performance

L'année 1999 a été marquée par une hausse quasi-continue des prix du butane et du propane, suivant les prix du brut qui ont été multipliés par 2,5. Les prix du butane et du propane ont doublé au cours de cette année.

Les volumes ont été en augmentation dans le secteur du petit vrac, confirmant ainsi la tendance des années précédentes, et l'activité du conditionné a légèrement baissé. Butagaz a maintenu ses positions de leader. En GPL-carburant, le programme d'investissements accélérés d'équipement des stations-service s'est poursuivi.

La politique très dynamique de notre partenaire Butagaz, notamment en matière de gestion de la marge et de parts de marché, a permis à BP d'enregistrer de très bons résultats, malgré l'environnement difficile.

Gepel

Un accident survenu à un véhicule équipé au GPL à Vénissieux, ayant entraîné des blessures sérieuses aux pompiers intervenant sur ce véhicule incendié a eu un très fort retentissement médiatique. En collaboration avec les services de l'Etat concernés, la profession a œuvré pour faire évoluer la législation en matière de sécurité des véhicules utilisant le GPL-c, permettant à la France de se rapprocher de celle des autres pays de l'Union Européenne.

Malgré cet accident, les volumes de GPL Carburant ont encore augmenté de 40 % par rapport à l'année précédente, et BP propose maintenant ce carburant propre dans 100 stations en France, principalement en région Ile-de-France et sur les stations autoroute. Le GPL fait partie intégrante de l'offre "Carburants Propres" développée par BP France.

La réglementation fiscale, et les divers mécanismes incitatifs mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales ont été maintenus, confirmant l'engagement du monde politique en faveur de ce produit propre.

Les plans pour 2000 prévoient un développement de 20 nouvelles stations-service équipées, ce qui devrait permettre à BP de conforter sa position dans sa zone de développement stratégique.

La fusion entre Total et Fina devrait à terme priver Butagaz d'un de ses débouchés, car cette fusion mettra un terme à l'accord Butagaz/Fina.

Le Cube

Le Cube, à travers une politique Marketing agressive, a permis à Butagaz de maintenir sa position de leader sur le marché du conditionné petit volume, dans lequel tous les opérateurs sont présents.

Opérations

En 1999, BP France a terminé les travaux de remise à niveau du centre emplisseur de Courchelettes et mis en œuvre les travaux d'amélioration sur son centre emplisseur de Sillery, afin de les maintenir aux plus hauts standards en matière de sécurité et d'environnement.

Ventes de BP France 1999 en milliers de tonnes

	Total	France	Exportation
Bruts	1 246	28	1 219
Gaz de pétrole liquéfié	648	510	138
Naphta	1 450	1 418	32
Carburants	3 265	2 489	776
Carburéacteurs	1 437	1 034	403
Gazole	4 160	3 992	168
Fioul Domestique	3 752	3 037	714
Fiouls Lourds	1 850	725	1 125
Bitumes	746	633	113
Autres	435	378	57
Total	18 989	14 245	4 744

Bitumes

BP Bitumes est l'un des principaux acteurs du marché dans le secteur des Travaux publics et de l'étanchéité dans l'industrie.

REPÈRES

- 500 000 tonnes/an (route et industrie).
- Une centaine de clients.
- Une large gamme de produits : bitumes conventionnels, bitumes modifiés par des polymères (Practiplast), liants spéciaux de renforcement ou anti-ornières (BP Structur), bitumes pour asphaltes coulés, fluxants non toxiques etc.
- Un support technique sur mesure.
- 4 sites de production : Dunkerque, Notre-Dame de Gravenchon, Lavéra et Reichstett.

Volumes en hausse

Dans un contexte de concurrence particulièrement vive, puisque les importateurs ont vu leurs ventes de bitumes croître de 25 % environ, celles de BP Bitumes ont légèrement progressé avec une très forte progression en bitumes spéciaux. De plus, dans le cadre d'une augmentation importante des coûts de produits, liée à la fois au prix du brut et au cours du dollar, BP Bitumes a maintenu sa position sur le marché national.

Collaboration avec les partenaires routiers

Le renforcement des partenariats historiques avec Jean Lefebvre et Gerland Routes s'est notamment traduit par le développement des ventes de bitumes spéciaux.

En début d'année, BP France a échangé les 35 % qu'elle détenait, au travers de Gerland SA, dans Gerland Routes par une participation de 2,7 % dans Eiffage. Cette opération n'affecte en rien les relations commerciales et techniques historiques entre BP France et Gerland Routes, ainsi que la volonté de BP France de poursuivre et développer ses relations de partenariat dans les activités de travaux publics et routes avec Gerland Routes. Eiffage a pour sa part décidé de regrouper ses activités routières dans un pôle routier qui a pris le nom de Appia.

Une Recherche et Développement soutenue pour préparer les produits de demain

1999 a vu la continuation des efforts de développement et de recherche de nouveaux produits en liaison avec nos partenaires habituels, en particulier le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC) et grâce aux moyens importants de notre laboratoire au Centre de Recherches de Dunkerque, toujours accrédité COFRAC (ex RNE) sur l'ensemble des essais bitumes et enrobés. Les activités de recherche sont coordonnées par le Centre de Recherche européen de Sunbury situé en Angleterre.

Air BP

Présent sur les principaux aéroports

REPÈRES

- Air BP : principal fournisseur français avec 14 % du marché des carburants aviation.
- Relié à l'organisation mondiale d'Air BP, deuxième fournisseur mondial de l'aviation.
- Une ambition de leader en Sécurité et Environnement.
- Forte progression du marché.

Un marché en forte progression

Avec une progression proche de 9 % en 1999, le marché français des carburateurs a affiché un dynamisme exceptionnel.

Une activité satisfaisante

Air BP a maintenu sa position grâce à une politique commerciale dynamique. Les résultats financiers satisfaisants sont le résultat des bons renouvellements de contrats associés à une rationalisation des moyens opératoires sur les aéroports. Toujours présent dans les trois secteurs clé du marché : Compagnies Aériennes, Armée et Aviation Générale, Air BP reste un fournisseur clé du marché et poursuit une politique d'image de marque de premier plan .

Un leader en matière de Sécurité et Environnement

1999 a été marquée par un effort très particulier au niveau Sécurité et Environnement. De nombreuses actions de formation ont été entreprises aussi bien auprès du personnel que des sous-traitants.

BP Marine

Les défis de l'année 2000

Les principales lignes d'action pour l'année 2000 consisteront en :

- une meilleure adaptation de l'organisation au nouveau contexte pétrolier, en particulier sur l'aéroport de Roissy CDG qui représente 60 % du total de l'activité en France,
- une politique d'expansion sur de nouveaux aéroports,
- une politique Sécurité et Environnement toujours plus ambitieuse.

Une organisation ambitieuse au service des armateurs

BP Marine a pour vocation de fournir aux armateurs et aux affréteurs des combustibles et des lubrifiants destinés aux navires de commerce et de transports de passagers. BP Marine est aussi un important fournisseur de la Marine Nationale. Présence, organisation opérationnelle et qualité des produits et des services lui valent une position d'acteur majeur.

REPÈRES

BP Marine en France :

- N°1 du marché des soutes avec plus de 30 % de parts de marché.
- N°2 du marché français des lubrifiants marine avec une part de marché s'élevant à 18 %.
- Activité principale au départ de :
 - Marseille, Fos, Lavéra,
 - Dunkerque et Le Havre.
- Service de proximité jour/nuit.
- En contact permanent avec l'organisation mondiale de BP Marine présente dans 800 ports à travers le monde.

Une excellente année en 1999

Sur un marché global français stable, BP Marine soutes a augmenté son propre volume de plus de 20 % dépassant la barre du million de tonnes vendues.

Elle renforce de ce fait sa position de leader en France avec une part de marché dépassant les 32 %.

Ses principaux contrats d'avitaillement ont été reconduits, en particulier ceux avec les compagnies opérant les Ferries classiques et rapides (transmanche et Continent-Corse) et celui avec la Marine Nationale à Toulon.

Les ventes de lubrifiants marine se sont maintenues par rapport à 1998 dans un marché stable soumis à une vive concurrence.

Perspectives pour 2000

BP Marine compte poursuivre pour une nouvelle année consécutive, sa progression sur le marché des soutes et consolider sa position de leader dans le sud de la France, notamment grâce à une production régulière de soutes au départ de la raffinerie de Lavéra.

Sur le marché des lubrifiants, BP Marine devrait consolider sa position de numéro 2 et par là même renforcer son taux de pénétration chez les principaux armateurs français.

Approvisionnement & Logistique

Actions d'envergure

La Direction Approvisionnement & Logistique de BP France a été activement impliquée dans de nombreux projets en ligne avec sa mission de support au raffinage et marketing.

REPÈRES

- 6 millions de m³/an transportés en oléoducs.
- 9 dépôts gérés en propre.
- 7,5 millions de m³/an de passage dépôts.
- 3,5 millions de m³/an livrés par route.

Des projets majeurs au service de nouvelles ambitions

Les projets phares de 1999 ont été :

- Le développement d'une nouvelle logistique pour le lancement du BP Diesel Ecology en Région Parisienne.
- La coordination étroite avec Commerce et Industrie dans la réorganisation des opérations commerciales et administratives de BP Fioul Services pour la dimension logistique de ses activités.
- La Sécurité des transports routiers : une nouvelle étape a été franchie avec la mise en vigueur à mi-année du port obligatoire de la ceinture de sécurité pour l'ensemble des types de transports; BP France a demandé la renégociation de l'ensemble des contrats de transport pour rendre possible cette ambition.
- Une transition réussie pour la mise en place dans l'ensemble de la chaîne logistique de produits plus "propres" comme prévu pour la mise en place de la première phase du programme Auto-oil.

L'efficacité au meilleur coût

Dans la ligne des actions entamées les années précédentes à noter :

- La poursuite de la réduction des coûts facilitée entre autres par la décision de fermeture des dépôts de Courchelettes dans le Nord et du dépôt de Port Herriot à Lyon-Villeurbanne, dans le cadre de la restructuration des dépôts dans cette zone.
- L'excellente performance de l'activité centrée autour du dépôt de Frontignan en raison des opportunités qui se sont présentées en 1999.
- La bonne progression en marge et volumes de l'activité de négoce.
- La poursuite de la réduction des stocks de produits.
- La fin du programme d'automatisation de 8 dépôts selon un standard européen.
- Quelques ventes de participations minoritaires dans des dépôts où notre activité ne justifie pas que nous soyons entrepositaire.

Les Evolutions 2000

- La poursuite des diverses actions visant à améliorer la sécurité de nos opérations que ce soit vis-à-vis des personnes ou de l'environnement.
- La poursuite de la réduction des coûts et du volume de capitaux circulants.
- Soutien aux projets du raffinage et du marketing en étant associé aux projets dès leur origine.

Lavéra

La raffinerie de référence du Sud-Est

L'une des plus modernes de France, la raffinerie de Lavéra est aussi la première du Sud-Est en capacité de traitement. Elle est dotée d'un ensemble complet d'unités qui, grâce à sa souplesse de production, lui permet de répondre aux demandes du marché. Sa capacité d'hydrocraquage, unique en France, en fait le premier fournisseur de gazole sur le marché intérieur.

REPÈRES

La Raffinerie de Lavéra

- Capacités de stockage :
 - pétrole brut : 637 000 m³,
 - produits finis et semi-finis : 1 500 000 m³.
- Effectifs : 547.
- Principales fabrications :
 - carburants (essences, gazoles, carburéacteurs),
 - combustibles (fiouls domestiques et fiouls marine),
 - GPL (butane, propane),
 - Bitumes,
 - Matière première pour pétrochimie,
 - Bases pour lubrifiants.

En 1999, le prix du baril de Brent s'est envolé suite aux décisions de l'OPEP de réduire l'offre, passant de 10 \$/b à 25 \$/b en fin d'année. Les marges moyennes de raffinage, très déprimées, ont atteint des niveaux historiquement bas.

Opérations

En 1999 la raffinerie a connu plusieurs semaines d'arrêt pour travaux d'entretien et d'exploitation programmés sur ses principales unités de production - distillation atmosphérique, hydrocraqueur et craqueur catalytique. Ceci explique que le traitement global soit en baisse avec 8,6 millions de tonnes de brut traitées contre 9,8 millions de tonnes en 1998.

Investissements

Les investissements ont presque doublé à 255 MF, avec :

- 100 MF pour réinstrumentation et augmentation de la flexibilité de l'unité de craquage catalytique (FCC) afin d'accroître de 60 % sa production en propylène et de GPL.
- 30 MF pour l'amélioration de la sécurité.
- 15 MF pour l'aménagement du centre de conduite N°2.
- 110 MF consacrés aux arrêts d'entretien et d'exploitation de la raffinerie et améliorations diverses sur des unités.

Environnement

La raffinerie a obtenu en 1999 la certification environnementale ISO 14001, fruit de 3 années de préparation. L'accréditation de son système de management environnemental s'appuie sur le principe de progrès continu.

Après un diagnostic exhaustif de l'ensemble des émissions de la raffinerie et l'analyse de leur impact sur l'environnement, un programme volontariste d'amélioration des performances a été mis en place. L'adhésion du personnel à cette démarche a été obtenue grâce à leur participation à des journées de sensibilisation.

Sécurité

- L'attention particulière apportée à la sécurité lors du grand arrêt pour maintenance de la raffinerie, chantier mobilisant plus de 2 200 personnes en moyenne pendant 5 semaines, a été un succès important. Pendant cet arrêt quinquennal, une animation sécurité impliquant en continu 60 personnes et plus de 500 audits de terrain a permis d'atteindre l'objectif de zéro accident avec arrêt.

Qualité

- L'AFAQ a procédé à l'audit de suivi ISO 9002. La DRIRE a également audité le système Métrologie et le Service Inspection de la Raffinerie. La raffinerie a ainsi reconfirmé toutes ses certifications.

Autres actions & faits marquants

- Le grand arrêt quinquennal de la raffinerie comprenait les opérations principales suivantes :
 - arrêt d'entretien de la distillation atmosphérique et du craqueur catalytique,
 - arrêt d'exploitation de l'hydrocraqueur,
 - réinstrumentation et modernisation du craqueur catalytique,
 - modification des réacteurs et remplacement de la tour de l'hydrocraqueur,
 - améliorations diverses des unités,
 - aménagement du centre de conduite N°2.
- Achèvement du projet OPERA (Optimisation de la Performance de la Raffinerie) dotant la raffinerie d'un nouveau système informatique .
- Préparation des spécifications 2000 des produits répondant aux normes environnementales européennes.
- Mise en place du nouveau système de gestion des fiouls combustibles de la raffinerie dans le cadre du renforcement des contraintes environnementales.

- La mise en place du projet LaCE (Lavéra Commercial Excellence) pour consolider la position de pointe de Lavéra en termes de performances commerciales.
- Cogénération : démarrage du projet pour la construction d'une unité commune à la raffinerie et la chimie, confié à Lavéra Energies, société constituée par Air Liquide et Cogetherm, filiale d'EDF. L'unité en construction permettra de produire 100 MW d'électricité pour le réseau d'EDF et de la vapeur pour les installations de Lavéra.

Social

- Les effectifs à fin 1999 s'élèvent à 547 dont 7 en contrats d'alternance. Le départ d'une vingtaine de personnes dans le cadre du plan social s'est déroulé parallèlement au recrutement de 21 jeunes en CDI ou CDD de niveau BTS/DUT et ingénieurs.
- Un accord sur les 35 heures a été signé et mis en place au 1^{er} janvier 2000.
- Un vaste programme de formation a été conduit pour accompagner la mise en place du projet Persévérer (amélioration de l'organisation et des méthodes de travail) et la préparation de l'arrêt.

Perspectives 2000

Après les arrêts de 1999 pour grands travaux et modernisations, la production de la raffinerie de Lavéra devrait remonter sensiblement en 2000.

Les prévisions d'investissements sur le site devraient atteindre environ 100 MF : ils concernent la réinstrumentation des offsites dont les travaux se poursuivront en 2000 et 2001.

Hygiène, Sécurité & Environnement

L'intérêt prioritaire de BP France pour la sécurité et la protection de l'environnement s'est traduit cette année par plusieurs actions d'envergure, en particulier :

Certification environnementale

La raffinerie de Lavéra a obtenu fin 1999 la certification ISO 14001 liée aux processus et programmes mis en place pour garantir l'amélioration continue des performances environnementales. Tous les grands centres industriels (raffineries et sites chimiques) de BP en France sont désormais certifiés ISO 14001.

Sécurité

- La raffinerie de Dunkerque a franchi le cap de 5 années sans accident pour son personnel. Le Gésip a de nouveau récompensé la raffinerie par une mention spéciale.
- En 1999 des décisions importantes ont été prises : obligation du port de la ceinture pour tous nos transports par route; pose d'une signalétique pour informer les clients de l'interdiction d'utiliser le téléphone mobile dans les stations-service, clarification de la politique de non utilisation du téléphone mobile en voiture.
- Accidents du travail : en 1999 le nombre d'accidents du travail avec arrêt s'élève à 7 avec un taux de fréquence de 1,62. Face à une dégradation des résultats, des actions de sensibilisation ont été mises en place (formation ASA axée sur les comportements, amélioration du reporting des presque accidents) qui devraient permettre de redresser dès 2000 les résultats.

Sécurité routière

1999 a vu la poursuite d'un vaste programme engagé en 1998 pour la formation à la conduite automobile des collaborateurs dans leurs trajets professionnels ainsi que sur le trajet domicile-travail.

Par ailleurs, la campagne de sensibilisation de la Sécurité Routière par voie d'affichage intitulée "Si chacun fait un peu, c'est la vie qui gagne" a été relayée en septembre dans l'ensemble des établissements industriels et commerciaux de BP France notamment dans les 650 stations-service du réseau de BP.

Récupération des vapeurs

Dans le cadre de la réglementation européenne et française, BP France s'est engagée dans un important programme d'investissements pluri-annuel portant sur la récupération des vapeurs d'hydrocarbures sur l'ensemble de la chaîne logistique pétrolière.

Dans ce programme de réduction des émissions, les actions suivantes ont été réalisées en 1999 :

- dans nos sites industriels, programme de réduction des gaz dits à effet de serre (principalement les composés organiques volatils),
- dans la chaîne logistique, installation d'unités de récupération des vapeurs ; sur les 9 dépôts opérés par BP France devant être équipés d'ici 2002, 4 dépôts ont été équipés en 1998 en systèmes de chargement en source et de récupération des vapeurs pour un montant de 40 millions de Francs. En février 2000, 1 autre dépôt a été ré-équipé pour un montant de 8 millions de Francs. Les 3 dépôts restants seront entièrement équipés aux nouveaux standards en 2001 : l'investissement environnemental sur ces 3 dépôts atteindra 30 MF,
- dans les transports : équipement en 1999 de la totalité des camions-citernes pour le chargement en

source et la récupération des vapeurs dans le cadre d'un programme pluri-annuel de 15 millions de F,

- dans les stations-service : dans le cadre du calendrier européen, 465 stations-service ont à ce jour été équipées de systèmes de récupération des vapeurs au niveau du dépotage pour un montant de 28 millions de F. Depuis 1999, un programme de récupération des vapeurs au niveau des pompes carburants se met en place .

Communication & Sensibilisation

Des actions soutenues ont été concrétisées par différentes campagnes :

- de sensibilisation au comportement sécuritaire,
- d'hygiène industrielle sur le bruit, sur l'exposition aux substances dangereuses et sur l'ergonomie,
- sur les accidents domestiques,
- sur la sécurité routière.

Prix Environnemental

BP France a remporté le Prix Environnement dans le cadre des "Franco-British Awards 2000 for Enterprise" récompensant sa politique environnementale active et notamment son initiative innovante avec le lancement de BP Diesel Ecology dans le cadre de son programme "Carburants Propres" pour Paris et l'Île-de-France.

Pour 2000, les efforts de BP France se poursuivront ou se concrétiseront dans les domaines prioritaires suivants :

- Conforter la politique du Groupe dans son programme de réduction des gaz à effet de serre avec des contrats de progrès et mise en place d'un système d'échanges des droits d'émissions.
- Poursuivre des actions de fond en matière de sensibilisation aux comportements sécuritaires.

Les Equipes

- Accords 35 heures
- Accords Salariaux
- Consolidation du régime des retraites

Relations Sociales : concertation

Dans le prolongement de l'accord d'étape sur la réduction du temps de travail qui avait été mis en place dès 1999 et qui s'est traduit notamment par des embauches représentant 2 % des effectifs concernés, BP France a signé en novembre un accord sur les modalités d'application de la réduction du temps de travail avec l'ensemble des organisations syndicales.

Cet accord concernant les activités pétrolières de BP France- Marketings, Services et Logistique - s'inscrit dans le cadre de la loi sur les 35 heures. Il a pris effet le 1^{er} janvier 2000 et permet de concilier les aspirations des salariés dans la gestion de leur temps tout en préservant la compétitivité de l'entreprise. Il s'ajoute aux autres accords sur les 35 heures signés à la raffinerie de Lavéra et dans les filiales BP Fioul Services et Gesmin, couvrant ainsi l'ensemble des activités pétrolières de BP en France.

Par ailleurs, des accords salariaux ont été signés dans la plupart des sociétés du Groupe BP France.

Des départs ont eu lieu dans le cadre des plans sociaux en cours (essentiellement BP Lavéra, BP Fioul Services).

D'autre part, BP France a prolongé d'un an l'accord sur les départs en garantie de ressources négocié pour la mise en place de l'Association BP/Mobil. Ces départs ont été partiellement compensés par des embauches ou la transformation de contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée.

Réforme de la Caisse de Retraites BP.

Un projet de modification des Statuts et du Règlement Intérieur de la Caisse de Retraite de BP France a été approuvé par référendum le 7 décembre 1999 par une très large majorité de 85 % des suffrages exprimés, cette majorité se retrouvant aussi bien parmi les actifs que parmi les retraités.

Les modifications adoptées ont principalement pour objectif de consolider pour l'avenir le régime de retraite supplémentaire de BP France en fixant l'impact des régimes extérieurs dans le calcul de la retraite supplémentaire, en supprimant la clause de sauvegarde et en introduisant une garantie formelle.

Ces nouvelles dispositions prendront effet une fois obtenu l'agrément du Ministère des Affaires Sociales.

Communication

Environnement, Sécurité routière et Nouveaux médias

En 1999, la communication interne a été largement centrée sur le développement des nouveaux outils de communication avec notamment le lancement d'un intranet couvrant pratiquement l'ensemble des activités pétrolières et lubrifiants.

Par ailleurs, une communication forte sur l'Euro et sur le passage à l'An 2000 a été développée.

Parallèlement, les actions de communication externe ont été largement tournées vers les différentes initiatives de BP en matière d'environnement, notamment à l'occasion du lancement du programme carburants propres pour Paris et l'Île-de-France : une combinaison de moyens complémentaires - conférences, publicité et relations presse - déployés tout au long du 2^e semestre, a permis de donner à cette initiative une visibilité forte. Le lancement de la première station-service solaire sur l'A77 à Varennes-Changy a également permis de renforcer l'image environnementale de BP.

BP France a poursuivi ses actions citoyennes en matière de sécurité notamment à travers ses actions d'éducation à la sécurité routière en partenariat avec la Police Nationale et au niveau du réseau de stations-service notamment par la distribution gratuite d'alcootests à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Lubrifiants

Depuis le 1^{er} janvier 1997, les activités Lubrifiants de BP France sont opérées par Mobil Oil Française au sein de l'Association Lubrifiants et Produits spéciaux (Mobil 51 %, BP 49 %).

REPÈRES

- 400 000 tonnes vendues/an.
- Plus de 6 000 clients partenaires en France.
- 2 marques, Mobil et BP.
- Plus de 4 500 articles.
- Une offre compétitive incluant les services (gestion, maintenance...).
- 2 sites de production : Dunkerque et Notre-Dame de Gravenchon.
- 1 centre de recherche de lubrifiants.

Marketing

L'Association Lubrifiants et Produits spéciaux a d'abord permis la mise en place des nouvelles stratégies et l'investissement important dans les marques et dans le renforcement des équipes sur le terrain.

Le marché lubrifiants a été contrasté en 1999 : en baisse pour le secteur lubrifiants automobile (- 2,3 %) et en hausse dans l'industrie (+ 0,7 %).

Les stratégies marketing fondées sur le positionnement respectif des marques Mobil et BP ont permis d'atteindre des parts de marché combinées de 13,7 % parmi les leaders du marché.

Lubrifiants Auto : de nouveaux clients pris à la concurrence

Sur le terrain, des résultats importants ont été enregistrés avec quelques 70 nouveaux clients repris à la concurrence sous les marques Mobil (40) et BP (30).

Synonyme de passion et de performance, la marque Mobil s'est affichée en tête avec un programme d'actions de communication fortes menées lors d'événements majeurs comme les 24h du Mans et le Grand Prix de Formule 1 à Magny-Cours ou encore le Trophée Andros de conduite sur glace. Le Mobil 1 Formule Club créé en 1998 a accueilli de nouveaux membres passionnés de l'automobile avec lesquels Mobil souhaite développer des relations directes.

En 1999, la division Nouvelle Consommation (GMS, Hypers, Centres Auto) a développé des actions de communication fortes et des promotions en Mobil 1 et Mobil Super. A noter le référencement accru de la marque BP en grandes surfaces grâce à des promotions ciblées.

Industrie : nouveaux clients et partenaires

Le positionnement d'une offre de solutions globales - tel le "total fluid management" - a renforcé le positionnement de partenariats pratiqués par Mobil et BP avec ses clients industriels. Les activités de cogénération et de services ont gagné de nouveaux clients en 1999.

Le partenariat important avec Cogelub a été un des moteurs du développement d'activités solutions globales. D'autre part, le Mobil Fluid Management a été présenté avec succès à de grands groupes industriels. Les marges sont en progression en 1999.

Marchés professionnels

Sur les marchés professionnels, quelques 60 nouveaux clients ont été gagnés représentant 1000m³ d'activité nouvelle. Parallèlement, le contrat avec AGCO a été renouvelé pour 5 ans ce qui permet d'assurer l'exclusivité des premiers pleins pour Massey Ferguson (BP) et Fendt (Mobil).

Produits spéciaux

L'activité Produits Spéciaux de Mobil a développé en 1999 ses parts de marché et sa position de leader sur l'ensemble de ses marchés et plus particulièrement dans l'industrie pneumatique, de la bougie et de la chimie de spécialités. L'augmentation des ventes a été le résultat d'un travail d'équipe entre les raffineries (Dunkerque et Notre Dame de Gravenchon), le Centre de Recherche, le Marketing et les clients. De nouveaux produits couvrant différentes applications ont vu le jour. Des développements de produits nouveaux devraient apparaître sur le marché dès 2000.

Dunkerque

La raffinerie lubrifiants de Dunkerque est exploitée par la Société de la Raffinerie BP et Elf de Dunkerque. BP France détient une participation de 60 %.

Marché / contexte

L'offre en lubrifiants est restée supérieure à la demande entraînant des prix faibles sur la majeure partie de l'année alors que le coût des matières premières, suivant le cours du brut, a plus que doublé. Les marges ont atteint des niveaux historiquement bas au second semestre de 1999.

Stratégie

Face à cette situation qui devrait perdurer dans l'avenir, la raffinerie poursuit et renforce son plan d'amélioration des résultats en privilégiant :

- le développement des productions de spécialités (Huiles à haut indice de viscosité, Process oils, Cires et paraffines à basse teneur en huile, Bitumes spéciaux),
- la réduction des frais variables (diminution des consommations de solvants et produits chimiques) et des frais fixes (concept "dépenser juste").

Production

La Distillation sous vide a traité environ 1 million de tonnes (en hausse de 2 % par rapport à 1998), constituées de 92 % de résidus atmosphériques et 7 % de résidus hydrocraqués.

La raffinerie de Dunkerque a produit (100 %) :

- 250 000 tonnes d'huiles conventionnelles (- 3 % vs 98).
- 36 000 t d'huiles hydrocraquées (+ 37 % vs 98).
- 20 000 t de paraffines et cires microcristallines (+ 17 % vs 98).
- 42 000 t de process oils (+ 71 % vs 98) et 268 000 t de bitumes (+ 21 % vs 98).

Qualité

La certification ISO 9001 de la raffinerie a été confirmée lors d'un audit de suivi. L'attention accrue montrée vis-à-vis de nos clients a conduit à une amélioration de nos prestations ce qui s'est traduit par une augmentation d'indice de satisfaction mesuré lors de 2 enquêtes d'opinion.

Laboratoire de recherche

Le laboratoire, uniquement orienté vers les bitumes, a poursuivi son activité de support clientèle et de développement de nouveaux bitumes spéciaux.

Sécurité & environnement

- **Sécurité** : pour la 5^{ème} année consécutive, aucun accident de travail avec arrêt n'est à déplorer pour le personnel du site. Le taux de fréquence tous accidents pour l'ensemble du personnel travaillant sur le site (SRD et contractants) s'établit au niveau le plus bas jamais atteint (< 1,8). Un trophée GESIP récompensant les performances Sécurité a été décerné à la raffinerie.
- **Certification environnementale** : La certification ISO 14001 obtenue par la raffinerie de Dunkerque en 1998 a été confirmée lors d'un audit de suivi. De nouveaux progrès ont été accomplis en matière de rejets des effluents aqueux (meilleure qualité et moindre volumes rejetés).
- **Inspection** : le Système Qualité mis en place a permis d'obtenir de l'Administration un report d'un an des arrêts d'unités prévus en 1999.

Notre-Dame de Gravenchon

Ce site, propriété de Mobil Oil Française, comprend une Raffinerie, un Centre de recherche et la Logistique France en charge de la fabrication, du conditionnement et de la distribution de lubrifiants finis. Il est exploité par Mobil Oil Française dans le cadre de l'Association BP-Mobil.

Raffinerie

Production

En 1999, la raffinerie de Gravenchon a traité 2,83 millions tonnes de pétrole brut et produit :

- 450 000 Tonnes de carburants sans plomb.
- 300 000 t de jet fuel.
- 770 000 t de gazole moteur dont 175000 t de BP Diesel Ecology.
- 170 000 t de bitumes routiers.
- 310 000 t d'huiles de base.
- 20 000 tonnes de paraffine à basse teneur en huile.
- Centre de fabrication et de conditionnement lubrifiants (capacité 300 000 t/an).

Sécurité

La mise en place d'un système d'audits ASA (Advanced Safety Audit) a permis de renforcer la communication autour de la sécurité et des responsabilités des différents acteurs.

Un audit Mobil Corporate s'est déroulé avec succès sur le site. Le taux de fréquence des accidents reste stable.

Environnement

L'audit de suivi ISO 14000 (ensemble du site) s'est déroulé sans qu'aucune remarque ou non-conformité n'ait été relevée. La qualité des eaux rejetées est restée exceptionnelle. Aucun dépassement à signaler.

Certification Qualité

La certification ISO9002 a été renouvelée pour la Raffinerie, les auditeurs ont reconnu l'efficacité des systèmes en place.

Le centre de Recherche a fêté ses dix ans de certification ISO 9001.

L'accréditation DRIRE (Service Inspection) se poursuit. L'audit de suivi annuel a été très prometteur.

Adaptation & résultats

L'environnement économique (prix du brut en hausse constante et marges très faibles) a été très défavorable aux résultats économiques de la raffinerie.

La raffinerie a continué les efforts entrepris par le passé pour améliorer sa performance.

La mise en place de contrats de maintenance à obligation de résultats se poursuit avec un nombre réduit de prestataires avec pour objectif une meilleure qualité de service, une sécurité accrue et une réduction des coûts grâce à une amélioration continue de fiabilité.

Le montant des investissements s'est élevé à 95 millions de Francs dont une part importante a été consacrée à l'unité splitter permettant d'extraire le benzène des essences carburants.

Le démarrage du splitter de réformat en respectant le budget et le planning a permis de livrer dès la fin de cette année du carburant aux nouvelles spécifications de teneur en benzène.

La modification de la balance soufre des combustibles a permis d'anticiper la réduction de rejets SO₂ du site prévue au 01/01/2000.

La fabrication du BP Diesel Ecology a été effective dès l'été 1999 et a contribué au succès du lancement de ce produit en région parisienne.

Un vaste programme d'inspection des équipements fixes a été lancé afin de préparer le grand arrêt Métal 2001. La fiabilité des machines tournantes s'est améliorée au cours de l'année.

Perspectives 2000

En 2000, les marges devraient rester faibles et la raffinerie poursuivra ces efforts pour :

- réduire les coûts d'exploitation par la poursuite de la mise en place de contrats de maintenance à obligation de résultats avec un nombre réduit d'intervenants,
- améliorer la fiabilité des unités par la mise en place du RIS (Reliability Improvement System),
- continuer à améliorer les rendements et/ou à développer des produits à haute valeur ajoutée.

La préparation du grand arrêt 2001 sera le projet technique majeur de l'année 2000 pour la Raffinerie.

En matière sociale, l'adaptation à la nouvelle loi sur la durée du temps de travail, constituera le projet majeur.

Logistique France

Le CDOL, Centre des Opérations Lubrifiants s'appelle désormais Logistique France afin de clairement indiquer sa volonté de service global auprès de sa clientèle : à ce titre, l'interface Logistique - Marketing a été redéfini via un "Service Level Agreement" et des outils innovants ont été développés pour mettre en avant une logistique puissante : Logimark (CD Rom d'information générale), Système Truck Tracking, AGIR (gestion des plaintes), formation combinée,...

Tout ceci vient en complément des multiples initiatives visant à accroître l'activité (+ 10 % en 1999) et la productivité de l'usine tout en améliorant la sécurité, la qualité et la protection de l'environnement. L'ensemble de ces projets conforte la position de l'usine sur l'échiquier européen.

BP CHEMICALS snc

recentrage d'activité

REPÈRES

- Chiffre d'Affaires : 5,5 milliards de Francs.
- Résultat d'Exploitation 360 MF.
- Investissements 132 MF.

Le résultat financier de BP Chemicals snc a été pleinement affecté en 1999 par la hausse continue du coût des matières premières et par les mesures de restructuration qui ont été décidées pour le site de Lavéra et les bureaux de ventes de Paris. Les activités industrielles de Lavéra se voient consolidées : l'unité de Polyisobutène de capacité plus élevée et de meilleure compétitivité assurera seule désormais la production de BP Chemicals en Europe et la ligne d'Oxyde d'Ethylène et dérivés a fait l'objet d'une revue stratégique de fond qui a conclu à la nécessité de rationaliser, consolider et moderniser cette ligne de produit.

BP Chemicals à Lavéra : un site diversifié

Les activités de BP Chemicals à Lavéra sont nombreuses et variées puisque cinq lignes de Business y sont actives :

- la Pétrochimie à travers la filiale Naphtachimie (50 / 50 % avec ELF Atochem),
- le Polyéthylène,
- le Polypropylène à travers l'association Appryl (49 / 51 % avec ELF Atochem),
- le Polyisobutène,
- l'Oxyde d'éthylène, ses dérivés et les Alcools Oxo (avec Oxochimie 50 / 50 % avec ELF Atochem),
- un Centre de Recherche et Technologie qui compte plus de 180 personnes.

- Le chiffre d'affaires 1999 de 5,5 milliards de Francs est équivalent à celui de l'exercice précédent tant en terme de volume qu'en valeur. Après avoir subi une sévère érosion jusqu'en milieu d'année, les prix de vente ont augmenté à partir du second semestre 1999 sans toutefois compenser la forte augmentation de prix du Naphta.
- Le résultat d'exploitation non consolidé de 360 millions de Francs est de nouveau en baisse par rapport à l'exercice précédent reflétant les baisses de marges enregistrées.
- La production s'est accrue de 7 % en 1999. Des records de productions ont été enregistrés dans les ateliers de fabrication de Glycols Ethers, Polyéthylène, Amines et Alcools Oxo et le taux de fiabilité des ateliers est revenu à d'excellents niveaux.
- Les investissements pour cette année s'élèvent à 132 millions de F, concernant essentiellement :
 - des projets d'optimisation de capacité des ateliers engagés l'année dernière,
 - des projets liés à la sécurité et l'environnement,
 - dans les filiales, le projet de réalisation d'un nouveau four de craquage et d'une nouvelle salle de contrôle résistant au souffle d'une explosion éventuelle.

Les activités

Pétrochimie

Bien que les productions aient été en nette amélioration par rapport à 1998 grâce à une meilleure fiabilité du craqueur de Lavéra, des améliorations sont encore prévues notamment grâce au nouveau four de craquage, décidé par BP Chemicals et Elf Atochem dont le démarrage a eu lieu fin novembre comme prévu et dans l'enveloppe de coûts définie. De nouveaux records de production mensuels du craqueur ont ainsi été atteints en décembre.

Les marges de vapocraquage ont été comprimées par le spectaculaire retournement des prix du pétrole. En 2000, les priorités concernent la sécurité

des opérations et leur rationalisation, l'amélioration de la fiabilité et de la productivité du craqueur à travers des programmes spécifiques, la préparation de l'arrêt 2001 du vapocraqueur.

Polyéthylène

Après les mois de janvier et février en léger retrait, reprise importante des ventes sur tout le restant de l'année. Augmentation importante des prix au second semestre, mais aussi du coût d'approvisionnement de l'Ethylène.

L'Atelier PZ4A, appelé maintenant Innovène 1, a produit 205 000 t de PE contre 185 000 t en 1998, avec un niveau de fiabilité de 96 %. Depuis son dégoulottage de 1998, l'atelier peut désormais fonctionner au delà de 800 t/jour et 20 kt/mois. L'accord a été donné pour lancer l'étude de développement de la capacité de l'atelier à 270 kt/an, à réaliser lors de l'arrêt quinquennal de 2001.

Polypropylène

Appryl a eu un résultat satisfaisant dans un contexte de marché particulièrement difficile. Bien que le Polypropylène ait bénéficié d'une croissance de l'ordre de 6 % en Europe, les marges ont atteint un niveau historiquement bas dû à la forte remontée du prix du propylène au cours de l'année. L'usine de Lavéra a battu un record de production au mois de décembre avec 24 000 tonnes produites. En dépit de son arrêt triennal, l'usine de Gonfreville a été proche de sa capacité maximale historique. L'usine de Gonfreville subit un dégoulottage pour porter sa production à 200 000 tonnes de copolymères en année pleine grâce à une nouvelle technologie développée par Appryl.

Polyisobutène

Suite au regroupement avec Amoco en janvier 1999, le business global PIB de BP Amoco a redéfini sa stratégie industrielle; ainsi, il a été décidé en juillet de concentrer la production européenne de PIB sur le site de Lavéra, et d'arrêter en octobre l'atelier de Grangemouth en Ecosse. 15 000 t de production de PIB "lourds" de Grangemouth vont être désormais produits à Lavéra ;

l'investissement de 16 MF décidé pour ce transfert de production sera mis en service à Lavéra en mai 2000.

Le résultat du PIB de Lavéra, bien qu'en repli par rapport aux années précédentes, reste très positif. Ce repli est la conséquence d'une stagnation de la demande et d'une érosion des marges, résultant d'une augmentation très importante du prix du raffinat.

L'atelier de Lavéra a produit 66 kT de PIB lourds, contre 64 kT en 1998, avec un niveau très élevé de fiabilité, et un taux d'utilisation de 80 %.

Alcools OXO

Les productions de normal-butanol, d'iso-butanol et de 2-éthyl hexanol ont atteint le niveau record de 149 000 t au total (+ 12 % par rapport à 1998). L'augmentation de capacité réalisée en 1998 a permis à Oxochimie de répondre totalement aux besoins de BP et d'ATO. Sur le plan du marché, l'année 1999 a connu deux périodes :

- de janvier à avril, avec des prix historiquement les plus bas pour les alcools comme pour les autres produits de la filière (phtalates, acétates, glycol éthers),
- de mai à décembre avec des marges se restaurant progressivement (reprise en Asie du Sud Est ; disponibilités de capacités de production réduites en Europe).

La performance industrielle d'Oxochimie a été bonne :

- 98,1 % de fiabilité,
- aucun accident avec arrêt de personnel organique ou entreprises extérieures,
- bonne maîtrise des rejets aqueux (DTO / tonne d'alcool historiquement la plus faible),
- maîtrise des frais fixes.

Le niveau des productions devrait rester élevé en 2000 (demande stable en phtalates et acétates, croissante en glycol éthers ; anticipation de l'arrêt d'entretien d'Oxochimie en 2001), avec une concurrence forte (Oxochimie est le 4^{ème} producteur européen). Des efforts seront poursuivis en matière de fiabilité et de compétitivité.

Oxyde d'Ethylène

Le marché de l'Oxyde d'Ethylène est resté soutenu sur l'année 1999, marquée par une demande soutenue des dérivés. L'année 1999 montre une très nette amélioration par rapport à 1998 en matière de fiabilité de l'unité de production de l'usine de Lavéra.

L'année 1999 restera marquée par une envolée des prix du brut et du naphta, principale matière première de la Pétrochimie. La marge sur l'Oxyde d'Ethylène est restée stable en 1999 par rapport à 1998.

Les Dérivés de l'Oxyde d'Ethylène

La croissance de la demande des dérivés de l'Oxyde d'Ethylène se situe entre 3 % et 5 % selon les produits. Plusieurs records de production (Ethers de Glycols et Ethanolamines) ont été enregistrés en 1999 à l'usine de Lavéra. Le groupe BP Chemicals maintient sa position de leader sur le segment des Ethers en Europe. Contrairement au marché de l'Oxyde d'Ethylène, les marges sur les dérivés se sont très fortement dégradées en 1999. L'augmentation des prix des matières premières n'a été que très partiellement reportée en aval.

Social

L'exercice a été marqué par la définition et la mise en œuvre de la réorganisation de l'établissement de Lavéra conduisant à la suppression de 99 postes de travail, à un plan social et la conclusion de sept accords d'entreprise en matière de préretraite, aménagement et réduction du temps de travail, horaires individualisés et participation.

Au second semestre, une nouvelle procédure de plan social a été initiée pour la réorganisation des ventes au niveau européen impliquant la fermeture des bureaux de ventes dont celui de Paris au 30 juin 2000. Enfin, de nouvelles dispositions sont prises pour renforcer la structure du service ressources humaines dans le cadre des actions de

réorganisation, particulièrement en matière de formation en liaison avec la raffinerie BP Lavéra snc.

Recherche

La nouvelle technologie métallocène pour polyéthylène phase gaz a été testée avec succès au cours d'un essai industriel dans une unité en Extrême-Orient. Les investissements d'automatisation des pilotes polyéthylène ont été achevés.

L'étude de repositionnement du Centre de Recherche a conduit à une réorganisation de la recherche polyéthylène. Compte tenu également de l'impact de l'abandon de certaines activités, une réduction d'une cinquantaine de postes a été mise en place. Entrant dans le cadre du plan social de BP Chemicals, cette réduction s'étalera de 1999 à mi-2001.

Sécurité et environnement

En ligne avec la politique du Groupe BP Amoco dans le domaine de la Santé, de la Sécurité et de l'Environnement, BP Chemicals applique à Lavéra une politique très engagée.

Les résultats 1999 du site (BP Chemicals plus ses filiales à 50 %, Oxochimie et Naphtachimie), situent l'ensemble dans le peloton de tête de l'industrie pétrochimique. Pour l'ensemble de nos employés et sous-traitants, 6 accidents avec arrêt soit 1,75 par million d'heures travaillées.

En matière d'environnement, BP Chemicals, mais aussi Naphtachimie, ont obtenu en 1999 la confirmation de leur certification ISO 14001.

Les chiffres de rejets aqueux et atmosphériques de BP Chemicals sont les meilleurs jamais obtenus.

Enfin, dans le domaine de la Santé, une analyse exhaustive des risques associés aux produits chimiques a été faite.

Les mesures de protection déjà en vigueur sur le site ont à cette occasion été revues et renforcées ou complétées.

BP France en 1999

Les hausses du prix du brut et des produits pétroliers ont fortement réduit les résultats du raffinage, du marketing et de la chimie. BP France relance son programme pour l'environnement avec BP Diesel Ecology et l'acquisition d'APEX (ingénierie solaire).

Depuis le 1^{er} janvier 1999, BP France fait partie du Groupe BP Amoco, l'un des premiers groupes pétroliers mondiaux, né de la fusion de BP et Amoco le 1^{er} janvier 1999.

Le Groupe BP Amoco a lancé une offre publique de retrait suivi d'un retrait obligatoire sur les titres de BP France encore détenus par le public au cours du deuxième trimestre 1999. A la suite de ce retrait, BP France est devenue une filiale à 100 % du Groupe BP Amoco. Un des premiers actes du nouveau Groupe BP Amoco a été la redéfinition du Code de Conduite qui précise et regroupe sa politique en matière d'Éthique, de Sécurité et Environnement, de Finance et Contrôle, de Relations et de Personnel. Ce Code de Conduite est actuellement mis en œuvre par BP France avec tout son personnel et avec ses partenaires.

Le résultat d'exploitation économique des activités pétrolières est une perte de 401 MF, contre un profit de 431 MF en 1998.

- L'activité du raffinage a fortement souffert des fortes hausses successives du prix du brut. Les marges ont été les plus faibles depuis 1996. De plus, tous les sites ont fait l'objet d'arrêts pour entretien, en particulier celui de Lavéra avec un grand arrêt quinquennal se traduisant par des dépenses d'environ 200 MF.

- Les activités commerciales ont réussi à maintenir leurs parts de marché dans un environnement concurrentiel exacerbé par l'augmentation continue du prix des produits en amont.

- Le Réseau de stations-service BP a complété son offre clientèle en lançant le 1^{er} septembre à Paris, puis dans 240 stations-service de la région parisienne, le nouveau carburant, BP Diesel Ecology, qui anticipe les normes environnementales européennes de 2005 sur le soufre. Parallèlement, 100 stations-service BP distribuent le GPL-carburant.

- Le résultat d'exploitation économique des activités chimiques est un profit de 269 MF, en net retrait par rapport aux 392 MF de 1998.

La meilleure fiabilité des unités de production et une certaine reprise de la demande au cours du deuxième semestre n'ont pas permis de compenser la très forte augmentation des coûts d'approvisionnement liés au prix du brut.

- Le résultat net consolidé est un bénéfice de 538 MF. En raison d'un effet stock positif de 1 341 MF, le résultat net économique est une perte de 803 MF.

BP France a relancé un programme environnemental ambitieux avec notamment :

- Le programme Carburants Propres pour Paris et l'Île-de-France, avec BP Diesel Ecology et l'accélération du développement du GPL-carburant.

- La certification ISO 14001 de l'ensemble de ses grands sites de production.

- La construction d'une unité de cogénération à Lavéra avec Air Liquide et Cogetherm.

- Le développement dans le Solaire avec l'acquisition d'APEX Ingénierie, l'une des principales sociétés spécialisées dans la conception et la réalisation de systèmes électriques solaires opérant en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer.

- L'intégration au système interne d'échanges de droits d'émissions du Groupe BP Amoco.

- Le renforcement de la sécurité en matière de transports maritimes par la signature de la charte de sécurité maritime proposée par le gouvernement français.

Résumé des résultats consolidés de BP France (en millions de francs)

	1999	1998
Résultat d'exploitation - Activité Pétrolière	1 137	(4)
Quote-part sur opérations faites en commun	(291)	(18)
Résultat d'exploitation - Activité Chimique	363	385
Résultat Financier	20	210
Résultat courant	1 229	574
Résultat exceptionnel (y compris participation des salariés)	(574)	(297)
Provision pour impôts	(149)	(115)
Résultat des sociétés en équivalence	32	121
Résultat net comptable (Groupe + Minoritaires)	538	283
Résultat net comptable (Part du Groupe)	538	283
Coût de renouvellement / dépréciation des stocks Activité Pétrolière	1 247	(453)
Coût de renouvellement / dépréciation des stocks Activité Chimique	94	(7)

Perspectives 2000 & Actionnariat

Perspectives 2000

L'environnement économique de l'année 2000 se présente dans la continuité de celui du deuxième semestre 1999 : une croissance soutenue, un prix du brut et des produits assez élevés et un dollar ferme. Les deux derniers facteurs continueront à peser sur les marges aval et chimie des activités de BP France.

Pour les activités pétrolières, l'année 2000 devrait être marquée par la mise en œuvre de la dissolution de l'Association entre BP et Mobil consécutive à la fusion entre Exxon et Mobil. Les principes de cette dissolution s'articuleront autour des deux grands axes suivants :

- BP France reprendra l'ensemble des activités carburants à l'exception de la raffinerie de Notre Dame de Gravenchon et des activités de commercialisation de bitumes approvisionnées par ce site et celui de Dunkerque.
- Pour les Lubrifiants, BP France se concentrera sur les opérations de distribution et vente aux clients transports et agriculture, concessionnaires automobile et aux grandes et moyennes surfaces.

Enfin, le Groupe BP Amoco a annoncé le 14 mars 2000 son intention de racheter le Groupe Burmah Castrol.

Pour l'exercice 2000, la performance des activités chimiques devrait être un peu meilleure avec une demande plus soutenue et des augmentations de prix qui permettront une reconstitution au moins partielle des marges.

Actionnariat

Suite à l'offre publique de retrait suivi d'un retrait obligatoire qui s'est terminé le 8 juillet 1999 et l'acquisition des activités commerciales de vente de carburants aviation et lubrifiants à Dubaï et Sharjah, BP France est un filiale à 100 % du Groupe BP Amoco et son actionnariat se décompose de la façon suivante :

BP Europe Ltd : 71.7 %
BP Middle East Ltd : 28.3 %

Projet An 2000

1999 a vu se dérouler la phase finale de son projet An 2000, dont le plein succès a pu être mesuré dès les premiers jours de janvier 2000.

Ce projet a duré deux ans, et BP France y a consacré environ 30 MF, ainsi que la mobilisation, non seulement des équipes informatiques, mais également, en fin de projet, des équipes opérationnelles dans tous les secteurs.

Dans un premier temps, plus d'un millier d'applications informatiques et d'équipements de contrôle de procédés (dépôts, raffineries) ont été recensés.

Des solutions techniques ont été retenues pour rendre conformes tous ceux présentant un risque, soit par mise aux normes, soit par remplacement.

Cette étape a permis une mise à plat de l'ensemble des outils informatiques et électroniques, dans un cadre souvent européen.

Toutes ces modifications ont fait l'objet de tests particulièrement attentifs et complets. Par la suite, nous avons procédé à l'évaluation systématique de nos fournisseurs et clients, afin de mesurer les risques résiduels liés à des défaillances de tel ou tel partenaire critique pour nos activités.

A partir de ces risques identifiés, nous avons établi des plans de secours destinés à nous permettre de continuer nos activités, en particulier industrielles et commerciales, en toute sécurité.

Enfin, nous avons mis sur pied une organisation particulière pour la période charnière du week-end de fin d'année, chargée des mises en sécurité des applications, de leur redémarrage avec un programme de tests, ainsi que de la liaison avec tous les partenaires extérieurs essentiels à notre activité.

Les problèmes, rares et très mineurs rencontrés (affichage incorrects) font mieux mesurer le succès d'ensemble d'un projet d'une telle ampleur, qui a permis par ailleurs des assainissements importants, et le développement de méthodologies d'avenir (plans de continuité, tests...).

2^{ème} partie

Comptes et Résolutions

I - Comptes Consolidés 1999.....	page 23
Rapport des Commissaires aux Comptes	page 23
Bilan actif	page 24
Bilan passif.....	page 25
Compte de résultat.....	page 26
Tableau de financement	page 27
Annexe aux comptes	page 28
II - Comptes Sociaux 1999	page 35
Rapports des Commissaires aux Comptes	page 35
Bilan actif	page 38
Bilan passif.....	page 39
Compte de résultat.....	page 40
Tableau des variations des capitaux propres.....	page 42
Tableau de financement	page 42
Annexe aux comptes	page 43
Inventaire des valeurs mobilières	page 51
III - Résolutions	page 53

Comptes Consolidés

Rapport des Commissaires aux Comptes Comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 1999

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société BP France, établis en francs français relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 1999, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- Comme exposé dans la note n° 2 de l'annexe, BP France a tiré les conséquences de la situation du marché sur le mode de comptabilisation et de valorisation des actifs de la Raffinerie de Lavéra. La valeur nette comptable de la Raffinerie de Lavéra correspond à sa valeur vénale estimée à la fin de l'exercice. Cette valeur estimée est liée à l'évolution future des marges de raffinage et ne peut donc être évaluée avec certitude.
- Comme exposé dans les notes nos 1.9 et 16 de l'annexe, les compléments de retraites du personnel retraité et les indemnités de fin de carrière du personnel en activité sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont versés. Les engagements financiers futurs correspondants, ainsi que les engagements relatifs au complément de retraite du personnel en activité, sont estimés à leur valeur actualisée au taux de 3,676 % et s'élèvent à MF. 2.433.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris le 20 avril 2000

CHRISTIAN COMERMAN

ERNST & YOUNG AUDIT

DENIS THIBON

Bilan consolidé

Actif (en millions de francs)	Exercice 1999		Exercice 1998	
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations Incorporelles	2 654	840	1 814	382
Fonds commercial	1 753	80	1 673	335
Autres incorporelles	580	464	116	20
Ecart d'acquisition	321	296	25	27
Immobilisations Corporelles	10 998	8 925	2 073	1 923
Terrains et constructions	1 531	923	608	560
Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 601	7 655	946	847
Autres corporelles	452	347	105	118
Immobilisations en cours	414		414	398
Immobilisations Financières	2 538	132	2 406	2 461
Titres mis en équivalence	201		201	362
Autres participations	866	45	821	626
Autres financières	1 471	87	1 384	1 473
Total actif immobilisé	16 190	9 897	6 293	4 766
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	3 207	111	3 096	1 701
Matières premières et autres approvisionnements	1 371	73	1 298	755
Produits intermédiaires et finis	1 764	38	1 726	894
Autres stocks	72		72	52
Créances d'exploitation	5 553	87	5 466	3 550
Créances diverses	3 127	3	3 124	2 278
Valeurs mobilières de placement (1)	1 107		1 107	1 877
Disponibilités	518		518	292
Charges constatées d'avance	56		56	98
Total actif circulant	13 568	201	13 367	9 797
Impôts différés actif	432		432	319
Ecart de conversion actif	38		38	15
TOTAL ACTIF	30 228	10 098	20 130	14 897

(1) Placements auprès de sociétés du Groupe BP Plc

Passif (en millions de francs)	Exercice 1999	Exercice 1998
CAPITAUX PROPRES		
Capital.....	1 320	1 051
Primes d'émission, de fusion, d'apport.....	1 382	38
Réserves de consolidation.....	3 973	3 863
Résultat de l'exercice.....	538	283
Capitaux propres du groupe	7 213	5 235
Intérêts des minoritaires		
- sur les réserves.....	0	2
- sur le résultat de l'exercice.....	0	0
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	7 213	5 237
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques et charges.....	1 151	853
Provisions pour impôts différés.....	682	444
Total des provisions pour risques et charges	1 833	1 297
DETTES		
Dettes financières.....	1 501	1 181
Dettes d'exploitation et autres dettes.....	9 544	7 158
Total des dettes	11 045	8 339
Produits constatés d'avance	24	13
Ecarts de conversion passif	15	11
TOTAL PASSIF	20 130	14 897

Compte de résultat consolidé

(en millions de francs)

	1999	1998
Chiffre d'affaires	40 414	35 024
Autres produits (a)	1 540	30
Total produits d'exploitation (1)	41 954	35 054
Achats et autres charges externes	27 295	20 273
Variation des stocks MP, marchandises & autres appro.	(866)	332
Impôts, taxes et versements assimilés	11 181	11 514
Charges de personnel	1 773	1 719
Dotation aux amortissements et aux provisions d'exploitation	1 073	835
Total charges d'exploitation (2)	40 456	34 673
Résultat d'exploitation ((3) = (1) - (2))	1 498	381
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun (4)	(289)	(18)
Produits financiers	812	786
Charges financières.....	(792)	(576)
Résultat financier (5)	20	210
Résultat courant avant impôts ((6) = (4) + (5) + (3))	1 229	573
Produits exceptionnels.....	853	345
Charges exceptionnelles	(1 423)	(622)
Résultat exceptionnel (7)	(570)	(277)
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	1	17
Impôts sur les bénéfices	149	115
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition.....	2	2
Autres éléments (8)	152	134
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence (9)	32	121
Résultat consolidé ((10) = (6) + (7) - (8) + (9)).....	538	283
dont :		
- part du Groupe BP France	538	283
- part des minoritaires	N/S	N/S

(a) Changement de présentation, détail sur exercice 1998	
Production Stockée :	- 761
Production Immobilisée :	9
Subvention exploitation :	11
Reprise provision & Transfert de charges :	643
Sous-total :	- 98
Autres produits :	128
Total :	30

Tableau de financement consolidé

(en millions de francs)

	1999	1998
I - OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Capacité d'autofinancement	1 579	463
Variation du besoin en fonds de roulement (1)	(867)	(960)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	712	(497)
II - OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Cessions d'immobilisations	117	53
Investissements incorporels	(1 531)	(6)
Investissements corporels	(721)	(548)
Investissements financiers	(188)	(171)
Diminutions des immobilisations financières	172	38
Trésorerie des sociétés fusionnées ou consolidées		(75)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(2 151)	(709)
III - OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Emissions d'emprunts et nouvelles dettes financières	77	224
Remboursements des emprunts et dettes financières	(2)	(334)
Augmentation de capital et prime d'apport	1 613	
Réduction capital et prime d'émission		(1 576)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(210)	(966)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	1 478	(2 652)
Impact variation du taux de change	14	
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	53	(3 858)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 707	5 565
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 760	1 707
(1) dont :		
Variation des stocks	(1 396)	1 005
Variation des comptes clients	(2 092)	190
Variation des comptes fournisseurs	2 589	(497)
Variation des autres éléments	32	(1 657)

Annexe aux comptes consolidés

NOTE N° 1 : Principes comptables et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés au 31 décembre 1999 de BP France ont été établis selon les normes comptables définies par le Règlement 99-03 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général homologué par arrêté ministériel du 22 juin 1999 et publié au Journal Officiel du 21 septembre 1999.

1.1 Principes de consolidation

- Toutes les participations dans lesquelles le Groupe BP France détient un pourcentage minimum de contrôle de 20 % sont consolidées à condition que, seules ou avec d'autres, elles aient un impact significatif sur l'entité consolidée.
- La consolidation est globale (IG) pour les participations dont le Groupe assure directement ou indirectement le contrôle exclusif.
- La consolidation est proportionnelle (IP) pour les sociétés dont le contrôle est partagé avec un autre groupe. Par cette méthode, tous les postes du Bilan et du Compte de Résultat sont intégrés à la fraction représentative des intérêts de la société du Groupe.
- La consolidation des autres sociétés appartenant au périmètre s'effectue par mise en équivalence (ME). Par cette méthode, la valeur des titres détenus est remplacée par la quote-part de la situation nette retraitée de la société intéressée.
- Les sociétés en participation issues de la mise en commun des activités Produits Pétroliers et Lubrifiants de BP France et Mobil Oil Française font partie du périmètre de consolidation. La SEP Produits Pétroliers est consolidée en intégration globale avec attribution d'une quote-part

de résultat de 30 % à Mobil Oil Française, conformément aux conditions contractuelles liant les deux parties.

La part attribuée à Mobil Oil Française figure au compte de résultat en "Quote-part de résultat sur opérations faites en commun".

La SEP Lubrifiants n'est consolidée par mise en équivalence que pour la quote-part de résultat de 49 % revenant à BP France, conformément aux conditions contractuelles liant les deux parties.

Cette quote-part figure au compte de "Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence".

Les activités mises en commun par BP France et Mobil Oil Française ne sont suivies dans les sociétés en participation créées à cet effet que pour leur charges et produits. Les incidences bilantielles sont suivies dans BP France, un compte de liaison faisant le lien entre les comptabilités.

En conséquence, aucun Actif et aucun Passif n'étant affecté aux sociétés en participation, aucun calcul d'attribution de quote-part entre les parties n'apparaît au Bilan Consolidé à ce titre. Il en résulte ainsi, que les sociétés en participation ne contribuent pas aux postes du Bilan tels que "Titres mis en Equivalence" ou "Intérêts des Minoritaires".

1.2 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 1999 est le suivant :

Société	Siège	N° de Siren	% d'intérêt détenu par la Société mère	Méthode de consolidation	Secteur d'activité
BP France SA	Cergy-Pontoise	542034327	100,00	Société mère	Pétrole
BP Chemicals SNC	Cergy-Pontoise	351670823	100,00	IG	Pétrochimie
Naphtachimie SA	Cergy-Pontoise	542041421	50,00	IP	Pétrochimie
Oxochimie SA	Puteaux	662048883	50,00	IP	Pétrochimie
Appryl SNC	Puteaux	338623127	49,00	ME	Pétrochimie
BP Lavéra SNC	Cergy-Pontoise	392860243	100,00	IG	Pétrole
BP Fioul Services SNC	Lyon	388301988	99,00	IG	Pétrole
Gerland SA	Cergy-Pontoise	957501414	100,00	IG	Holding
Sté Raffinerie BP/ELF à Dunkerque SA	Dunkerque	380377150	60,00	IP	Pétrole
Gesmin SNC	Cergy-Pontoise	340018852	99,95	IG	Pétrole
GMCEP GIE	Cergy-Pontoise	410250476	70,00	IG	Pétrole
GMCEL GIE	Cergy-Pontoise	410250419	49,00	ME	Pétrole
SEP Produits Pétroliers	Cergy-Pontoise		70,00	IG	Pétrole
SEP Lubrifiants	Cergy-Pontoise		49,00	ME	Pétrole

1.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont classées dans le poste "Produits constatés d'avance", et sont reprises en résultat proportionnellement aux amortissements des investissements qu'elles ont contribués à financer.

1.4 Immobilisations incorporelles

L'écart d'acquisition est l'écart de valeur constaté entre le coût d'acquisition des titres d'une société consolidée et la valeur d'actif net de celle-ci après affectation des plus-values latentes, à la date d'entrée en consolidation. Il est amorti sur une période de 20 ans. Les écarts d'acquisition d'une société consolidée par mise en équivalence sont intégrés dans le poste "Titres mis en équivalence".

Les concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires sont évalués au prix d'achat et sont dépréciés si la valeur actuelle est inférieure à celui-ci.

1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, à l'exception des immobilisations acquises par BP France antérieurement au 31 décembre 1976 qui sont inscrites pour leur valeur réévaluée. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue des biens.

Les principales durées retenues sont :

- Constructions et aménagements .. de 5 à 20 ans
- Installations de raffinage et installations complexes pétrochimiques de 5 à 16 ans
- Autres immobilisations de 3 à 15 ans

1.6 Immobilisations financières

Les titres de participation dans les filiales non consolidées sont évalués à leur valeur historique d'achat augmentée, le cas échéant, des réévaluations légales. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur historique. La valeur d'inventaire est en principe calculée par référence à la quote-part des capitaux propres, modifiée pour tenir compte des éléments de valeur économique non-inscrits en comptabilité de la société représentée par le titre.

1.7 Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient (coût d'achat et frais accessoires inclus) selon la méthode premier entré - premier sorti (FIFO) ou au prix du marché si celui-ci est inférieur.

Les produits finis sont valorisés par répartition, au prorata des prix de vente au cours du jour, du prix de revient global de fabrication des produits, auquel s'ajoutent éventuellement les coûts et frais correspondant au conditionnement ou à des

opérations de mélange, ainsi que les droits et taxes payés à l'administration des douanes, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée. Une provision pour dépréciation est comptabilisée pour les stocks dont la valeur économique réelle est, à la clôture, inférieure au coût de revient réel.

Les échanges de matières premières et de produits finis réalisés pendant l'exercice avec les confrères sont comptabilisés conformément au plan comptable professionnel. Ils ont le caractère de prêt de consommation. Le solde de fin d'exercice représentant un complément ou une réduction des ressources, est pris en compte dans la variation des stocks de matières premières et de produits finis.

1.8 Impôts différés

Des impôts différés ont été calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation, et sur les différences temporaires de caractère répétitif existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal. BP France a opté pour le régime de l'intégration fiscale pour une de ses filiales : Gerland S.A.

Le cas échéant les Amortissements Réputés Différés rentrent dans la base de calcul des Impôts Différés Actif.

1.9 Compléments de retraite et indemnités de fin de carrière

Le service des pensions et les indemnités de fin de carrière sont passés en charge sur l'exercice de versement. Les engagements futurs, qui figurent hors bilan, sont calculés selon une méthodologie définie dans l'esprit de la norme FASB 87 (avec projection des salaires jusqu'à 60 ans), en tenant compte des particularités de chaque régime et en concertation avec un cabinet d'actuaire, et actualisés au taux de 3,676 %.

1.10 Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé est exprimé hors TVA après élimination des échanges compensés avec les autres sociétés de raffinage. Il inclut les droits de douane et taxes sur les produits pétroliers.

1.11 Opérations futures de change

Les créances et les dettes en devises hors zone euro sont valorisées au cours de clôture, par la contrepartie d'un écart de conversion actif ou passif. Une provision pour pertes de change est comptabilisée lorsque cette revalorisation fait ressortir une perte potentielle.

NOTE N° 2 : Actif immobilisé

(en millions de francs)

a) Valeurs Brutes	Valeur brute au début de l'exercice	Montants liés aux changements de périmètre	Montants liés aux variations des sociétés MEE	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste	Diminutions valeurs brutes, afférentes aux sorties d'actif	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 141	0	0	1 531	18	2 654
Immobilisations corporelles	10 701	0	0	731	434	10 998
Immobilisations financières	2 598	0	(162)	193	92	2 537
Total	14 440	0	(162)	2 455	544	16 189

(1) (2) (3)
(2)

b) Amortissements	Montant des amortissements au début de l'exercice	Montants liés aux changements de périmètre		Dotations de l'exercice et apports	Reprises des amortissements	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	744	0		87	5	825
Immobilisations corporelles	8 777	0		503	356	8 924
Total	9 521	0		589	361	9 749

c) Provisions pour dépréciation d'actif immobilisé	Montant des provisions au début de l'exercice	Montants liés aux changements de périmètre		Dotations de l'exercice et apports	Reprises des provisions afférentes aux sorties d'actif	Montant des provisions à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles.....	15	0		0	0	15
Immobilisations financières.....	137	0		0	5	132
Total	152	0		0	5	147

Total Amortissements et Provisions..... 9 673 0 589 366 9 896

(1) Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à : 2 074 MF, 1 303 MF pour les activités pétrolières et 771 MF pour les activités chimiques.

(2) Pour les établissements stables situés dans les Émirats Arabes Unis, les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à : 57 MF ; les immobilisations financières nettes s'élèvent à : 32 MF.

(3) La raffinerie de Lavéra est inscrite pour sa valeur vénale estimée à la fin de l'exercice.

NOTE N° 3 : Titres de participation

Les principales entreprises composant le poste titres de participation sont détaillées en milliers de francs ci-après :

Société	Siège	Capital détenu (%)	Part des capitaux propres	Part du dernier résultat	Valeur nette comptable des titres (en KF)	Date d'arrêt du dernier bilan
BP Capital N.V.(*).....	Bruxelles	5,163	499 116	20 113	496 936	Nov-97
EIFFAGE	Paris	2,800	174 414	8 434	150 536	31 Dec-99
APEX SA (1)	Montpellier	99,850	8 982	2 155	35 015	31 Dec-99
CRR - CIE Rhénane de Raffinage SA	Reichstett	12,000	18 168	0	22 113	31 Dec-96
TRAPIL SA.....	Paris	6,230	12 479	4 454	20 520	31 Dec-96
GEOSEL MANOSQUE S.N.C.	Rueil-Malmaison	19,900	4 915	0	18 133	31 Dec-96
E.P.L. Entrepôts Pétroliers Lyonnais (1)	Paris la Défense	22,011	4 225	(457)	12 568	31 Dec-99
SPMR - Ste du Pipeline Méditerranée - Rhône	Neuilly sur Seine	12,166	8 966	4 660	11 562	31 Dec-96
SPSE - Ste du Pipeline Sud Européen	Neuilly sur Seine	3,558	6 693	541	7 820	31 Dec-96
EPR - Entrepôts Pétroliers Régionaux (1)	St Martin d'Hères	29,115	10 235	924	6 820	31 Dec-96
GEOGAZ SA.....	Rueil-Malmaison	19,592	5 074	793	6 020	31 Dec-96
GEXARO (GIE).....	Courbevoie	Droits 50 %	0	0	13 500	31 Dec-96
Autres participations < 5 MF					19 412	
Total					820 955	

(*) : Société étrangère de droit belge. Filiale de The British Petroleum Company p.l.c. (désormais BP Amoco p.l.c.).

(1) Filiales non consolidées car contribution non significative.

NOTE N° 4 : Titres mis en équivalence

(en millions de francs)

	01/01/99	Variation de périmètre	Affectation résultat 1998	Affectation résultat 1999	Résultat 1999	31/12/99
Titres mis en Equivalence (Hors SEP)	362	(178) ⁽¹⁾	(26)	0	42	200
SEP Lubrifiants	0	0	0	19	(19)	0
Situation au 31/12/99	362	(178)	(26)	19	23	200

(1) Concerne la sortie du périmètre de Gerland Routes. Gerland Routes était consolidé par mise en équivalence pour une valeur au 31.12.98 de 178 MF.

NOTE N° 5 : Capitaux propres du Groupe

(en millions de francs)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat	Capitaux propres
Situation au 01/01/1999	1 051	38	3 863	283	5 235
Distribution de dividendes			73	(283)	(210)
Augmentation de capital.....	268	1 345			1 613
Écart de conversion			37		37
Résultat 1999				538	538
Situation au 31/12/1999.....	1 319	1 383	3 973	538	7 213

NOTE N° 6 : Variation des intérêts minoritaires

(en millions de francs)

Intérêts des minoritaires	
Situation au 01/01/1999	2
Acquisition de titres de Gerland	(2)
Résultat 1999	N/S
Situation au 31/12/1999	N/S

NOTE N° 7 : Capital et Réserves

Au 31 décembre 1999 le capital social se compose de 52 780 650 actions de 25 francs de valeur nominale.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 Octobre 1999 a approuvé le principe des apports rétroactifs au 01.01.99 à BP France par la Société BP Middle East Ltd de ses branches d'activités ventes de produits pétroliers et services divers qu'elle exploite à Dubaï et à Chardjah. Dès la constatation du montant des apports, le Conseil d'Administration du 6 Décembre 1999 a émis 10.759.679 actions de 25 Francs de valeur nominale, entièrement libérées de BP France, attribuées à BP Middle East Ltd. pour un montant de 268.991.975 Francs.

Compte-tenu de la constatation de la réalisation des apports des branches d'activité exploitées à Dubaï et Chardjah, le Conseil d'Administration constate que la différence entre la valeur des apports réalisés et le montant de l'augmentation de capital, soit 1.344.959.875 Francs, constitue la prime d'émission qui est affectée à un compte spécial "prime d'apport" au passif du bilan sur lequel porteront les droits des actionnaires.

Le Groupe BP Amoco détient 100 % des actions de BP France. Les sociétés actionnaires sont BP Europe Limited (71,65%) et BP Middle East Limited (28,35%).

NOTE N° 8 : État des Provisions

(en millions de francs)

8.1 Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Montant des provisions au début de l'exercice	Montants liés aux changements de périmètre	Dotations de l'exercice	Reprises des provisions	Montant des provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour Risques et Charges :					
Provisions pour Risques					
Quote-part de pertes SNC	13	0	0	5	8
Litiges	26	0	17	8	35
Pertes de change	15	0	38	15	38
Autres	55	0	49	26	78
Total	109	0	104	54	159
Provisions pour Charges					
Restructurations	487	0	408	295	600
Grosses réparations	77	0	31	12	96
Dépollution	71	0	31	10	92
Impôts (1)	72	0	36	6	102
Autres	37	0	74	9	102
Total	744	0	580	332	992
Total Provisions Risques & Charges	853	0	684	386	1 151

(1) BP France a reçu le 24 décembre 1999 la notification résultant du contrôle fiscal portant sur les exercices 1993 à 1997. Contestant l'essentiel des points notifiés, la société n'a provisionné qu'un montant reprenant les points mineurs acceptés.

8.2 Impôts différés

Nature des Impôts différés	Montant des provisions au début de l'exercice	Montants liés aux changements de périmètre	Dotations de l'exercice	Reprises des provisions	Montant des provisions à la fin de l'exercice
Impôts différés Actif :					
Congés payés	23	0	0	2	21
Participation	6	0	0	4	2
Restructurations	171	0	165	47	290
Provisions sur Raffinerie de Lavéra	74	0	0	0	74
Dépréciation d'Actif non déductible	10	0	0	8	2
Autres	35	0	17	9	43
Total des Impôts différés Actif	319	0	183	70	432
Impôts différés Passif :					
Provision pour Fluctuations des Cours	223	0	0	(223)	0
Provision pour Hausse des Prix	53	0	480	0	533
Amortissements Dérogatoires	168	0	5	(24)	149
Total des Impôts différés Passif	444	0	485	(247)	682

En vertu du principe du report variable, il a été tenu compte pour le calcul des impôts différés actif et passif figurant au bilan du 31 décembre 1999 d'un taux d'IS de 37,78 % effectif en 2000. Ceci a pour conséquence de diminuer les impôts différés actif de 25 MF et les impôts différés passif de 40 MF.

8.3 Provisions pour dépréciations :

Sur l'Actif Circulant	196	0	136	131	201
------------------------------------	------------	----------	------------	------------	------------

NOTE N° 9 : État des échéances des créances et des dettes

(en millions de francs)

9.1 État des échéances des créances	Montant Net	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Actif immobilisé	1 384	29	1 355
Actif circulant	8 645	7 338	1 307
Total	10 029	7 367	2 662

9.2 État des échéances des dettes	Montant Net	Echéances à moins d'un an	Echéances entre un an et 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Dettes financières	1 501	735	764	2
Autres dettes et produits constatés d'avance	9 566	9 434	132	0
Total	11 067	10 169	896	2

NOTE N° 10 : Chiffre d'affaires consolidé

(en millions de francs)

	1999	1998
France	21 991	17 993
Export (1)	7 527	5 794
CHIFFRE D'AFFAIRES (hors toutes taxes)	29 518	23 787
Taxes et droits de douane	10 896	11 237
CHIFFRE D'AFFAIRES (hors TVA)	40 414	35 024
Les ventes à l'export représentent pour l'essentiel du négoce international et des ventes de produits chimiques.		
Par secteurs d'activités	1999	1998
PÉTROLE	25 451	19 370
PÉTROCHIMIE	5 890	5 817
Intra-Groupe	(1 823)	(1 400)
CHIFFRE D'AFFAIRES (hors toutes taxes)	29 518	23 787

(1) Dont 863 MF réalisés dans les Émirats Arabes Unis.

NOTE N° 11 : Charges de personnel et effectif moyen

L'effectif moyen du Groupe pendant l'année 1999 est de 4 028 (3 891 en 1998), pour une charge totale de 1 773 MF (1 719 MF en 1998).

NOTE N° 12 : Résultat financier

Le résultat financier est un profit de 20 MF qui se décompose de la manière suivante :

- Gain de change net	(29)
- Produits financiers nets	(2)
- Reprise nette sur provisions financières	51

NOTE N° 13 : Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est une perte de 570 MF. Il se décompose de la manière suivante :

Résultat exceptionnel/Opérations de gestion	(350)
Dont :	
Plan social BP Chemical SNC	(479)
Fonds de commerce Eiffage	150
Moins-Values sur cessions d'Actif	(181)
Dont :	
Echange des titres Gerland Routes et Eiffage	
Sortie de l'actif des titres Gerland Routes	(284)
Produit cession consolidé	78
Dotations nettes sur amortissements et provisions	(39)
Dont :	
Reprise nette à la provision de dépollution	(20)
Reprise à la provision de taxe professionnelle	30
Dotations à la provision sur stock de réserves	(64)
Provisions pour charges de restructuration	(205)
Reprises sur amortissements exceptionnels de ferrailage	16
Dotations aux amortissements pour ferrailage	(13)
Reprise de provisions pour restructuration	215
Reprise de provisions diverses	2

NOTE N° 14 : Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices représente une charge nette de 149 MF.

Le Groupe a constaté un montant d'impôt social pour le compte de l'exercice de 29 MF.

La variation d'impôts différés représente un produit de 125 MF. (voir note n°8.2)

Le taux effectif d'imposition ressort ainsi à 21,7 %.

La différence par rapport au taux légal de 39,99 % s'analyse comme suit :

- Taux légal :	274
- Impact du changement de taux sur le stock d'impôts différés :	(15)
- Impact du redressement fiscal :	34
- Impact du complément IS 1998 :	(14)
- Impact des principales différences permanentes :	(132)

Les principales différences permanentes correspondent à l'effet de la non imposition des bénéfices réalisés par les établissements stables situés à l'étranger ainsi que du résultat consolidé de la cession des titres Gerland Routes.

NOTE N° 15 : Rémunérations des membres du Conseil d'Administration (en millions de francs)

Jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration (net)	0,2
Rémunération des membres du Conseil d'Administration	0,7

NOTE N° 16 : Engagements financiers

(en millions de francs)

Nature	1999		1998	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Avals et cautions	4 139	4 389	3 910	4 060
Autres engagements financiers				
Retraites et obligations similaires (1) :				
- Actifs	800		795	
- Retraités	1 525		1 421	
Indemnités de fin de carrière	34		32	
Départs anticipés	74		67	
Autres engagements	86	10	45	10
Loyers	73		88	
Autres engagements financiers				
	6 731	4 399	6 359	4 070

(1) Les engagements de BP France en matière de pension et de départs ont été estimés à leur valeur actualisée au taux de 3,676 %. Ils sont par ailleurs garantis à hauteur de 69 %

NOTE N° 17 : Résultat par action

Le résultat par action des intérêts minoritaires est non significatif.

Le résultat par action des intérêts majoritaires est de 10,20 FF. (1)

(1) Détail

Résultat consolidé au 31/12/99	338 134 000 FF
Nombre d'actions	52 780 650
Résultat par action	10,20

Comptes Sociaux

Rapports des Commissaires aux Comptes

RAPPORT GÉNÉRAL

Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 1999

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BP France, établis en francs français, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- Comme exposé dans la note n° 3 de l'annexe, BP France a tiré les conséquences de la situation du marché sur le mode de comptabilisation et de valorisation des actifs de la Raffinerie de Lavéra. La valeur nette comptable de la Raffinerie de Lavéra correspond à sa valeur vénale estimée à la fin de l'exercice. Cette valeur estimée est liée à l'évolution future des marges de raffinage et ne peut donc être évaluée avec certitude.
- Comme exposé dans les notes n° 1 paragraphe 2-i et 11 de l'annexe, les compléments de retraites du personnel retraité et les indemnités de fin de carrière du personnel en activité sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont versés. Les engagements financiers futurs correspondants, ainsi que les engagements relatifs au complément de retraite du personnel en activité, sont estimés à leur valeur actualisée au taux de 3,676 % et s'élèvent à MF. 1.726.

II - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs de capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 20 avril 2000

CHRISTIAN COMERMAN

ERNST & YOUNG AUDIT
DENIS THIBON

RAPPORT SPÉCIAL SUR LES CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE 101 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966

Exercice clos le 31 décembre 1999

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 Mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons que le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a informé d'aucune convention nouvelle signée au cours de l'exercice.

Par ailleurs, en application du décret du 23 Mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

I - Avec la société GERLAND SA

Votre société a conclu une convention d'intégration fiscale au terme de laquelle elle s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés (impôt à 33 1/3 % et les contributions à 10 % et 10 %), du précompte et de l'impôt forfaitaire annuel.

Le montant de l'impôt de la société GERLAND intégré dans les comptes de BP France en 1999 s'élève à 8,7 MF.

II - Avec la société BP CHEMICALS S.N.C.

Le contrat de location-gérance ainsi que le contrat de fourniture et de reprise de produits pétroliers existant entre BP France et BP CHEMICALS S.N.C. ont continué à produire leurs effets.

Au titre du contrat de location-gérance du fonds de commerce consenti le 24 décembre 1994, BP France a constaté des produits pour un montant de 292,9 MF au titre de l'exercice 1999.

Concernant le contrat pétrolier dont l'objet est de prévoir :

- la fourniture par BP France à BP Chemicals de tonnages de naphta, gaz liquéfiés et de gazole destinés à l'alimentation de la capacité de craquage de BP Chemicals chez NAPHTACHIMIE à LAVÉRA,
- la fourniture par BP France à BP Chemicals des autres produits pétroliers nécessaires pour la marche des unités BP Chemicals dans NAPHTACHIMIE,
- la reprise à BP Chemicals par BP France de certains sous-produits provenant du traitement des charges de BP Chemicals,
- les prestations de service de logistique par BP France au profit de BP Chemicals pour le transit :
 - de naphta
 - de matières premières pour la production de benzène, ci-après dénommés "essence extérieure"
 - d'essence retour
 - de propane et de butane
- le traitement d'hydrogénation de l'essence retour.

BP France a pris en charges un montant de 348,7 MF et constaté en produits une somme de 1.433 MF.

III - Avec la société BP Belgium

Il a été confié par votre société une mission à BP BELGIUM ayant pour objet de conduire, pour le compte de BP France, la politique des achats de fournitures et de services hors produits pétroliers.

Les honoraires sont calculés sur la base des économies réalisées par BP BELGIUM sans qu'ils puissent dépasser 50 % de celles-ci.

Cette convention n'a pas donné lieu à une facturation significative au cours de l'exercice.

Par ailleurs, sont considérées comme opérations courantes par la société BP France, et donc dispensées de la procédure d'autorisation préalable, les prestations de services ou les fournitures de produits assurées à des conditions normales, ainsi que les avances ou cautions consenties entre la société et ses filiales.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris, le 20 avril 2000

CHRISTIAN COMERMAN

ERNST & YOUNG AUDIT
DENIS THIBON

Bilan

Actif (en millions de francs)	Brut	Amortissements et provisions	Exercice	Exercice
			1999 Net	1998 Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	2 200	527	1 673	350
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement.....	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	449	440	9	13
Fonds commercial (1)	1 742	80	1 662	335
Autres	9	7	2	2
Avances et acomptes.....	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	8 523	7 168	1 355	1 382
Terrains	343	81	262	265
Constructions	973	744	229	234
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 616	6 059	557	518
Autres	339	284	55	72
Immobilisations corporelles en cours	250	0	250	292
Avances et acomptes.....	2	0	2	1
Immobilisations financières (2)	4 759	129	4 630	4 327
Autres participations.....	2 979	42	2 937	2 890
Créances rattachées à des participations	1 762	87	1 675	1 422
Autres titres immobilisés	2	0	2	2
Prêts	13	0	13	10
Autres	3	0	3	3
Total I	15 482	7 824	7 658	6 059
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	2 539	46	2 493	1 160
Matières premières, approvisionnements	1 032	12	1 020	496
En cours de production de biens.....	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	1 507	34	1 473	664
Marchandises.....	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	47	0	47	18
Créances (3)	6 695	68	6 627	4 527
Créances clients et comptes rattachés	3 463	65	3 398	1 984
Autres (4)	3 232	3	3 229	2 543
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
Divers	1 352	0	1 352	1 936
Valeurs mobilières de placement (5).....	1 107	0	1 107	1 877
(dont actions propres : 0)				
Disponibilités	245	0	245	59
Charges constatées d'avance (3)	49	0	49	84
Total II	10 682	114	10 568	7 725
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations (IV)	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif (V)	34	0	34	13
Total général (I+II+III+IV+V)	26 198	7 938	18 260	13 797
(1) Dont droit au bail	10	0	10	10
(2) Dont à moins d'un an	88	87	1	5
(3) Dont à plus d'un an	1 298	0	1 298	1 184
(4) Dont avances à moins d'un an aux sociétés liées.....	710	0	710	390
(5) Placement auprès du groupe BP Plc	1 107	0	1 107	1 877

Passif (en millions de francs)	Exercice 1999	Exercice 1998
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	1 320	1 051
Primes d'émission, de fusion, d'apport.....	1 382	38
Ecarts de réévaluation	79	79
Réserves :		
Réserve légale.....	132	210
Réserves statutaires ou contractuelles.....	0	0
Réserves réglementées.....	2 272	2 272
Autres	115	0
Report à nouveau	433	51
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte).....	(127)	591
Subventions d'investissement	0	2
Provisions réglementées	1 566	919
Total I	7 172	5 213
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	939	96
Provisions pour charges	518	489
Total II	1 457	585
DETTES (1) :		
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles.....	0	0
Autres emprunts obligataires.....	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2).....	430	278
Emprunts et dettes financières divers (3)	1 806	2 325
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	110	24
Autres dettes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 540	1 747
Dettes fiscales et sociales	1 468	1 461
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	101	157
Autres dettes.....	2 145	1 990
COMPTES DE REGULARISATION (1)		
Produits constatés d'avance	19	6
TOTAL III	9 619	7 988
Ecarts de conversion passif (IV)	12	11
Total général (I+II+III+IV)	18 260	13 797
(1) Dont à plus d'un an.....	2 223	1 724
Dont à moins d'un an.....	7 396	6 264
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	430	278
(3) Dont emprunts à plus d'un an des sociétés liées.....	132	59
Dont emprunts à moins d'un an des sociétés liées.....	926	1 564

Compte de résultat

(en millions de francs)	Exercice 1999	Exercice 1998
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Ventes de marchandises	11	8
Production vendue Biens	31 632	26 893
Services	1 885	2 055
Chiffres d'affaires nets	33 528	28 956
Dont à l'exportation : 4 878 en 1999 / 3 759 en 1998		
Production stockée	892	(677)
Production immobilisée.....	2	2
Subventions d'exploitation	0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	365	435
Autres produits	5	14
Total (I)	34 792	28 730
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises	28	28
Variation de stock	3	(7)
Achats de matières premières et autres approvisionnements.....	17 299	11 313
Variation de stock	(510)	335
Autres achats et charges externes	3 947	4 250
Impôts, taxes et versements assimilés	10 994	11 332
Salaires et traitements	376	316
Charges sociales	196	194
Dotations d'exploitation :		
● sur immobilisations : dotations aux amortissements	521	480
● sur immobilisations : dotations aux provisions	2	0
● sur actif circulant : dotations aux provisions.....	51	52
● pour risques et charges : dotations aux provisions	29	24
Autres charges.....	129	156
Total (II)	33 065	28 473
1. Résultat d'exploitation (I-II)	1 727	257
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun :		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III).....	1	58
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV).....	219	128
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations (1).....	83	254
Des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (1)	2	0
Autres intérêts et produits assimilés (1).....	160	247
Reprises sur provisions et transferts de charges.....	67	136
Différences positives de change.....	348	263
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total (V)	660	900

(en millions de francs)	Exercice 1999	Exercice 1998
CHARGES FINANCIÈRES :		
Dotations aux amortissements et aux provisions	886	60
Intérêts et charges assimilées (2).....	215	262
Différences négatives de change	375	251
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement.....	0	0
Total (VI)	1 476	573
2. Résultat financier (V-VI)	(816)	327
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	693	514
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Sur opérations de gestion.....	41	77
- Sur opérations en capital.....	126	62
- Reprises sur provisions et transferts de charges	838	727
Total (VII)	1 005	866
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Sur opérations de gestion.....	208	187
- Sur opérations en capital.....	96	35
- Dotations aux amortissements et aux provisions	1 501	275
Total (VIII)	1 805	497
4. Résultat exceptionnel (VII - VIII)	(800)	369
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	2
Impôts sur les bénéfices (X)	20	290
Total des produits (I+III+V+VII)	36 458	30 554
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	36 585	29 963
Bénéfice ou perte	(127)	591
(1) Dont produits concernant les entreprises liées	236	384
(2) Dont intérêts concernant les entreprises liées	197	138

Variation des capitaux propres

(en millions de francs)	Montant au 01. 01. 99	Apport Dubai au 01.01.99	Augmentations	Diminutions	Montant au 31. 12. 99
Capital	1 051	269	0	0	1 320
Primes liées au capital	38	1 345	0	1	1 382
Écarts de réévaluation.....	79		0	0	79
Réserve légale	210		0	78	132
Réserves réglementées	2 272		0	0	2 272
Autres réserves	0		168	53	115
Report à nouveau.....	51		540	158	433
Résultat de l'exercice précédent	591		0	591	0
Résultat de l'exercice en cours	0		0	127	(127)
Subventions d'investissement	2		0	2	0
Provisions réglementées	919		1 242	595	1 566
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES.....	5 213	1 614	1 950	1 605	7 172

Tableau de financement de l'exercice 1999

(en millions de francs)	Exercice 1999	Exercice 1998
I - OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Capacité d'autofinancement	1 732	253
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation (1)	1 116	(373)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	616	626
II - OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Cessions d'immobilisations	126	53
Investissements incorporels	(1 410)	(4)
Investissements corporels	(358)	(369)
Investissements financiers	(317)	(166)
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0
Diminutions des immobilisations financières	6	14
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(1 953)	(472)
III - OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capitaux propres	1 614	0
Réduction de capitaux propres	0	(1 576)
Emissions d'emprunts et nouvelles dettes financières	117	39
Remboursements des emprunts et dettes financières	(15)	(240)
Dividendes versés	(210)	(966)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	1 506	(2 743)
Impact variation taux de change	14	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	183	(2 589)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	379	2 968
Trésorerie à la clôture de l'exercice	562	379
(1) dont :		
Variation des stocks	1 332	(1 106)
Variation des comptes clients	1 000	(193)
Variation des comptes fournisseurs	(1 390)	685
Variation des autres éléments	174	241
	1 116	(373)

Annexe aux comptes

Les notes n°1 à 20 ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 1999 dont le compte de résultat dégage une perte de 127 493 876.29 F dont le total du bilan s'élève à 18 260 282 027.40 F.

Ces comptes ont été arrêtés le 23 mars 2000 par le Conseil d'Administration.

NOTE N° 1 : Règles et méthodes comptables

1. Principes généraux

Les comptes annuels 1999 sont établis selon les normes comptables définies par le Règlement 99-03 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général homologué par arrêté ministériel du 22 juin 1999 et publié au journal officiel du 21 septembre 1999.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des valeurs immobilisées acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan pour leur valeur d'origine modifiée par les réévaluations légales de 1959 et 1976.

2. Modes et méthodes d'évaluation détaillés retenus pour les principaux postes des comptes annuels

Les investissements nouveaux effectués par BP France dans le cadre de son association avec Mobil Oil Française ne figurent pas dans les comptes de BP France mais dans les comptes de sociétés en participations.

Seules les améliorations des investissements existant au 31 Décembre 1996 ou des investissements n'entrant pas dans le cadre de l'association sont enregistrés dans les comptes de BP France.

a) Immobilisations incorporelles

- Les concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires ont été évalués au prix d'achat et sont amortis sur leur durée de vie économique.
- Les fonds commerciaux sont évalués au prix d'achat et dépréciés si la valeur actuelle est inférieure à celui-ci.
- Les fonds de commerce acquis ne bénéficiant pas d'une protection juridique particulière assurant leur pérennité sont amortis selon un plan d'amortissement lié à leur nature.

b) Immobilisations corporelles

- Les terrains, constructions, installations techniques sont évalués sur la base du prix de revient d'origine, à l'exception des immobilisations acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui sont inscrites au bilan à leur valeur réévaluée.
- L'amortissement économique est calculé selon la méthode linéaire appliquée à la durée d'utilisation estimée du bien.
- La différence entre l'amortissement économique et l'amortissement réellement pratiqué est considérée comme un amortissement dérogatoire.

Catégorie d'immobilisation	Durée d'utilisation
Constructions et aménagements	de 5 à 20 ans
Installations de raffinage	de 5 à 16 ans
Autres immobilisations corporelles	de 3 à 15 ans

c) Immobilisations financières

- Les titres de participation et autres titres immobilisés sont inscrits au bilan pour leur prix d'acquisition, augmenté le cas échéant des réévaluations légales. Lorsque la valeur actuelle d'une participation, généralement estimée par rapport à la quote-part de l'actif net comptable modifiée pour tenir compte des éléments de valeur économique non inscrits en comptabilité (tels que la valeur du fonds de commerce), est inférieure à sa valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence imputée en

priorité sur les titres, puis sur les créances rattachées et complétée d'une provision pour risques le cas échéant.

- Les créances rattachées à des participations sont évaluées à leur valeur nominale et dépréciées lorsque nécessaire. Ces dépréciations sont considérées comme ayant un caractère financier.

d) Valeurs d'exploitation

Le pétrole brut traité est évalué au coût réel, cargaison par cargaison, selon la méthode "premier entré/premier sorti".

Les produits finis sont valorisés par répartition, au prorata des prix de vente au cours du jour, du prix de revient global de fabrication des produits, auquel s'ajoutent éventuellement les coûts et frais correspondant au conditionnement ou à des opérations de mélange, ainsi que les droits et taxes payés à l'administration des douanes, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée pour les stocks dont la valeur économique réelle est, à la clôture, inférieure au coût de revient.

e) Echanges

Les échanges de matières premières et de produits finis réalisés pendant l'exercice avec les confrères sont comptabilisés conformément au plan comptable professionnel. Ils ont le caractère de prêt de consommation. Le solde de fin d'exercice représentant un complément ou une réduction des ressources, est pris en compte dans la variation des stocks de matières premières et de produits finis

f) Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

g) Crédit-bail

Les loyers correspondant aux contrats de crédit-bail sont passés en charge dans l'exercice.

h) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires mentionné dans le compte de résultat comprend l'ensemble des ventes de biens et services de l'exercice à l'exclusion des ventes compensées avec les autres sociétés pétrolières. Il est exprimé hors TVA mais inclut tout autre droit et taxe.

i) Retraites et indemnités de fin de carrière

Engagements de retraite et indemnités de fin de carrière

Les engagements en matière de retraite sont calculés en tenant compte des éléments suivants :

- Une modification du régime de retraite chapeau a été approuvée par référendum à compter du 1/7/1989. Elle a notamment pour conséquence la clôture du système dont ne pourra plus bénéficier le personnel engagé après cette date. Les engagements ainsi que les indemnités de fin de carrière sont calculés selon une méthode prospective (avec projection du salaire jusqu'à 60 ans), en tenant compte des particularités du régime BP France et en concertation avec un cabinet d'actuaire.
- Le taux d'actualisation est de 3,676 %.

Régime à cotisation définie

Un régime à cotisation définie a été mis en place au cours de l'exercice avec effet rétroactif au 01/07/89.

Les primes correspondantes font partie des charges de l'exercice.

j) Opérations futures de change

- Les créances et les dettes en devises sont valorisées au cours de clôture, par la contrepartie d'un écart de conversion actif ou passif. Une provision pour pertes de change est comptabilisée lorsque cette revalorisation fait ressortir une perte potentielle.
- Les opérations à terme de devises ne sont enregistrées en comptabilité qu'au moment de leur dénouement. Le produit ou la perte réalisé est comptabilisé en résultat financier.
- A la clôture de l'exercice pour les opérations à terme qui courent encore et dont le caractère de couverture ne peut être démontré, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques. Pour les opérations de couvertures, la constatation des gains ou pertes latentes qui en résulte est faite de manière symétrique à celle faite pour l'élément couvert.

k) Intégration fiscale

BP France intègre fiscalement Gerland S.A. Sa convention d'intégration prévoit que la société intégrée se voit imputer une charge fiscale égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration.

l) Effets de l'association BP Mobil

Au 1^{er} Janvier 1997, BP France et Mobil Oil Française ont constitué deux Sociétés en Participation en vue de mettre en commun leurs activités produits pétroliers et lubrifiants. Avec 70 % de participation, BP est le gérant de la SEP Produits Pétroliers.

En ce qui concerne la SEP Lubrifiants, Mobil est le gérant et BP a une participation de 49 %.

Prise en compte du résultat

Les opérations des deux Sociétés en Participation sont intégrées ligne à ligne dans les comptes de la société pour les opérations qu'elle a générées au titre de chacune des Sociétés en Participation. La différence entre le résultat généré par un associé pour le compte d'une des deux Sociétés en Participation et sa quote-part dans le résultat global a été ajustée par le biais des comptes de quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.

Apports en numéraires

- Les apports en numéraire effectués par les associés lors de la mise en place des Sociétés en Participation figurent en immobilisations financières dans le poste "Créances sur Sociétés en Participation".

Le montant de l'apport en numéraire a été évalué en fonction de la valeur économique totale des actifs mis à disposition des Sociétés en Participation.

Cet apport correspond à la différence entre la quote-part représentée par la valeur des actifs mis à disposition et le pourcentage de participation fixé.

- A chaque cession d'un actif mis à disposition des SEP au jour de la constitution il est effectué un apport en numéraire complémentaire.
- Ces apports en numéraire sont mis à disposition des associés au prorata de leur participation.

Il n'y a pas de compensation entre les fonds mis à la disposition de la société par la SEP Produits Pétroliers (figurant à l'actif) et le compte courant passif reflétant cette mise à disposition.

Financement des opérations

- Les comptes de financement des opérations d'exploitation figurent à l'actif ou au passif des comptes des associés en fonction des besoins ou des ressources générés par l'activité.
- Tout besoin généré dans le cadre des opérations d'exploitation est imputé en priorité sur le compte courant passif.

Financement des investissements complémentaires aux immobilisations existantes

Les investissements complémentaires aux immobilisations mises à disposition des Sociétés en Participation font l'objet d'un financement par l'associé non propriétaire et ce, au travers des Sociétés en Participation.

Ces financements figurent à l'actif lorsque l'investissement est réalisé par Mobil Oil Française, au passif lorsqu'ils sont réalisés par BP France. Ils font l'objet d'un remboursement qui suit le rythme d'amortissement du bien complémentaire.

m) Conversion des états financiers des établissements étrangers.

Pour les établissements stables implantés à l'étranger :

- Tous les éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.
- Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Sauf pour les postes du compte de résultat correspondant à des postes de bilan telles les dotations aux amortissements et aux provisions.
- L'écart de conversion constaté sur les éléments du bilan d'ouverture est porté dans un poste spécifique des capitaux propres "Ecart de conversion"
- L'écart de conversion résultant de l'utilisation d'un cours moyen sur des éléments de résultat est affecté au compte de résultat.

NOTE N° 2 : État de l'actif immobilisé

(en millions de francs)

Immobilisations	Valeur brute	Apport	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute	
	des immobilisations	Dubai	créations,	par virements	des immobilisations	
	au 01.01.99	au 01.01.99	et virements	de poste	au 31.12.99	
			de poste à poste	à poste		
				par cessions		
				à des tiers		
				ou mises		
				hors service		
Incorporelles	806	1 406	5	0	17	2 200
Corporelles	8 527	102	657	340	423	8 523
Financières	4 461	29	292	0	23	4 759
Total	13 794	1 537	954	340	463	15 482

NOTE N° 3 : État des amortissements

(en millions de francs)

Immobilisations amortissables	Montant des amortissements au 01.01.99	Apport amortissements Dubai au 01.01.99	Dotations de l'exercice (1)	Diminutions amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif	Montant des amortissements au 31.12.99
Incorporelles	439	0	74	3	510
Corporelles (2)	7 145	43	463	483	7 168
Financières	0	0	0	0	0
Total	7 584	43	537	486	7 668

(1) Les dotations de l'exercice se découpent en dotations d'exploitation pour 521 MF et en dotations exceptionnelles de ferrailage et de dépréciation pour 16 MF.

(2) La raffinerie de Lavéra est inscrite pour sa valeur vénale estimée à la fin de l'exercice.

NOTE N° 4 : État des provisions

(en millions de francs)

Nature des provisions	A nouveau au 01.01.99	Apport Dubai au 01.01.99	Augmentations	Diminutions	Montant au 31.12.99
Provisions Réglementées :					
Provision pour fluctuation des cours (1)	554		0	554	0
Provision pour hausse des prix	87		1 216	0	1 303
Amortissements dérogatoires	278		26	41	263
Autres provisions réglementées	0		0	0	0
Total I	919	0	1 242	595	1 566
Provisions pour Risques et Charges :					
Provisions pour risques :	96	0	919	76	939
Quote-part de pertes SNC	54		853	49	858
Litiges	8		6	2	12
Pertes de change	13		34	13	34
Autres	21		26	12	35
Provisions pour charges :	489	23	273	267	518
Restructurations (2)	311	23	133	243	224
Dépollutions/démolitions	70		31	10	91
Impôts (3)	72		36	6	102
Redevances stocks de réserves	0		64	0	64
Autres	36		9	8	37
Total II	585		1 192	343	1 457
Provisions pour dépréciation :					
Sur actif immobilisé	151	0	3	8	146
Sur actif circulant	107	8	52	53	114
Total III	258	8	55	61	260

(1) Les dispositions de la loi de finance 1998 se sont traduites par une reprise de la Provision pour fluctuation des cours pour 554 MF.

(2) BP France a pris en compte les plans de restructuration de la Société de la Raffinerie de Dunkerque, de la raffinerie de Notre Dame de Gravenchon et de Butagaz à hauteur de sa quote-part.

(3) BP France a reçu le 24 décembre 1999 la notification résultant du contrôle fiscal portant sur les exercices 1993 à 1997. Contestant l'essentiel des points notifiés, la société n'a provisionné qu'un montant reprenant les points mineurs acceptés.

NOTE N° 5 : État des échéances des créances et des dettes

(en millions de francs)

5.1. Etat des échéances des créances	Montant brut	Echéances à un an au plus	Echéances à plus d'un an	
Actif immobilisé	1 778	87	1 691	
Actif circulant	6 791	5 493	1 298	
Total	8 569	5 580	2 989	
5.2. Etat des échéances des dettes	Montant brut	Echéances à un an au plus	Echéances à plus d'un an et 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Dettes financières	2 236	1 369	865	1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 540	3 540	0	0
Autres dettes	3 843	2 486	1 357	0
Total	9 619	7 396	2 222	1

NOTE N° 6 : Transactions avec les entreprises liées

(en millions de francs)

Entreprises liées : Montant des immobilisations financières, valeurs mobilières de placement, créances, dettes, charges et produits financiers.

Liste des postes	Montant net 1999	Montant net 1998
Immobilisations financières :		
Participations	2 937	2 890
Créances rattachées à des participations.....	403	183
Créances :		
Créances clients et comptes rattachés.....	797	792
Avances de trésorerie.....	710	390
Avances et acomptes versés sur commandes en cours	64	17
Autres créances.....	81	204
Valeurs mobilières de placement.....	1 107	1 877
Dettes :		
Emprunts de trésorerie	1 058	1 623
Autres emprunts et dettes financières divers.....	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	127	24
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 896	968
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24	5
Autres dettes.....	29	25
Charges financières	197	138
Produits financiers	230	384

NOTE N° 7 : Charges à payer

(en millions de francs)

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant 1999	Montant 1998
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts auprès d'établissement de crédit.....	0	0
Emprunts et dettes financières diverses.....	12	46
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 717	1 319
Dettes fiscales et sociales	96	85
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	73	134
Autres dettes.....	20	3
Total charges à payer	2 918	1 587

NOTE N° 8 : Composition du capital social

Au 31 décembre 1999 le capital social se compose de 52 780 650 actions de 25 Francs de valeur nominale.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 Octobre 1999 a approuvé le principe des apports rétroactifs au 01.01.99 à BP France par la Société BP Middle East Ltd de ses branches d'activités ventes de produits pétroliers et services divers qu'elle exploite à Dubaï et à Chardjah.

Dès la constatation du montant des apports, le Conseil d'administration du 6 Décembre 1999 a émis 10 759 679 actions de 25 Francs de valeur nominale, entièrement libérées de BP France, attribuées à BP Middle East Ltd. pour un montant de 268 991 975 Francs.

Compte tenu de la constatation de la réalisation des apports des branches d'activité exploitées à Dubaï et Chardjah, le Conseil d'Administration constate que la différence entre la valeur des apports réalisés et le montant de l'augmentation de capital, soit 1 344 959 875 Francs, constitue la prime d'émission qui est affectée à un compte spécial "prime d'apport" au passif du bilan sur lequel porteront les droits des actionnaires.

Le Groupe BP Amoco détient 100 % des actions de BP France. Les sociétés actionnaires sont BP Europe Limited (71.65 %) et BP Middle East Limited (28.35 %).

NOTE N° 9 : Ventilation du chiffre d'affaires

	1999		1998	
	KT	MF	KT	MF
Ventes en France				
Produits et services	14 245	17 754	14 158	13 960
Ventes à l'exportation (1)				
Produits et services	5 227	4 878	5 838	3 759
Chiffre d'affaires hors taxes	19 472	22 632	19 996	17 719
Montant des droits et taxes		10 896		11 237
(à l'exclusion de la TVA)				
Total du chiffre d'affaires hors TVA.....		33 528		28 956
TVA.....		3 948		3 853
Chiffre d'affaires TTC		37 476		32 809

(1) Dont 863 MF réalisés dans les Émirats Arabes Unis.

NOTE N° 10 : Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

(en millions de francs)

Nature	Début d'exercice		Variations		Fin d'exercice	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
I - Décalages certains ou éventuels						
1 - Provisions réglementées		919	595	1 243		1 567
2 - Subventions d'investissement		2	2	0		0
3 - Charges non déductibles temporairement	886		674	582	978	(1)
4 - Produits non taxables temporairement.....		0				0
5 - Charges déduites (ou produits imposés).....						
fiscalement et non encore comptabilisées						
5.1 - Charges déduites		0	0	2		2
5.2 - Produits imposés	19		20	19	20	
Total	905	921	1 291	1 846	998	1 569
II - Eléments à imputer						
Amortissements différés	0		0	0	0	
Autres (dont carry-back)	0		0	0	0	
III - Eléments de taxation éventuels						
Réserve spéciale des plus-values à long terme		2 279	0	0		2 279
Autres réserves		71	0	0		71

(1) Dont notamment congés payés 45 MF, restructurations 694 MF, dépréciation exceptionnelle des actifs de la raffinerie de Lavéra 148 MF.

NOTE N° 11 : Engagements financiers

(en millions de francs)

Engagements donnés	Total	dont filiales et	Total	dont filiales et
	1999	participations	1998	participations
Avals et cautions (1)	4 139	0	3 903	0
Effets escomptés non échus	0	0	0	0
Autres engagements financiers	0	0	0	0
Engagements en matière de pensions : (2)				
- Retraités	1 211	19	1 176	15
- Actifs	481	47	537	39
Indemnités de fin de carrière	34	0	32	0
Total	1 726	66	1 745	54
Loyer	73	0	88	0

(1) Les avals et cautions donnés correspondent pour l'essentiel au crédit d'enlèvement des douanes.

(2) Engagements actualisés au taux de 3,676 % garantis à hauteur de 69 %.

Engagements reçus	Total	dont filiales et	Total	dont filiales et
	1999	participations	1998	participations
Avals et cautions (3)	4 389	0	4 037	0
Autres engagements financiers	0	0	0	0

(3) Les avals et cautions reçus correspondent pour l'essentiel au crédit d'enlèvement des douanes, aux avances de trésorerie, et aux autorisations de crédit allouées aux clients.

NOTE N° 12 : Rémunération des dirigeants (en millions de francs)

Jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration (net)	0,2
Rémunération des membres du Conseil d'Administration	0,7

NOTE N° 13 : Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société

Les comptes de BP France sont consolidés dans les comptes du groupe The British Petroleum Company p.l.c. (désormais BP Amoco p.l.c.) dont le siège social se situe à Britannic House - 1 Finsbury Circus - London EC2M 7BA - United Kingdom.

NOTE N° 14 : Liste des filiales et participations

(en millions de francs)

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de % détenue	Valeur comptable brute des titres détenus	Provision pour dépréciation des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts et avances nets consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) comptabilisés au cours de l'exercice clos	Dividendes par la société au cours de l'exercice
I - Renseignements concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital social											
A - Filiales											
GERLAND S.A.	52	1 018	99,996	894	0	894	0	0	1	35	19
BP CHEMICALS SNC	500	(209)	100,000	500	0	500	0	0	5 481	(317)	0
BP LAVERA S.N.C.	200	(5)	100,000	200	0	200	0	0	1 045	(405)	4
SOCIETE DE LA RAFFINERIE BP ET ELF DE DUNKERQUE S.A.	267	112	60,000	160	0	160	0	0	334	3	1
APEX INGENIERIE S.A.	4	5	99,850	35	0	35	0	0	38	2	0
B. 1 - Participations consolidées											
NAPHTACHIMIE S.A.	140	152	49,999	310	0	310	0	0	1 256	0	0
APPRYL S.N.C.	113	298	49,000	184	0	184	0	0	1 758	67	33
OXOCHIMIE S.A.	64	130	49,999	21	0	21	0	0	287	0	0
B. 2 - Participations non consolidées											
COMPAGNIE RHÉNANE DE RAFFINAGE S.A.	90	50	12,000	22	0	22	0	0	486	0	0
TRAPIL S.A.	85	153	6,230	21	0	21	0	0	709	109	7
GEOSEL MANOSQUE SNC	20	5	19,900	18	0	18	0	0	98	0	0
BP CAPITAL NV (Société étrangère de droit belge Filiale du Groupe BP Plc)			5,163	497	0	497	0	0			3
II - Renseignements globaux sur les autres participations				2 862	0	2 862	0	0			67
A - Filiales											
a) Filiales françaises				22	19	3	0	0			0
b) Filiales étrangères				0	0	0	0	0			0
B - Participations											
a) Dans des sociétés françaises				95	23	72	403	0			16
b) Dans des sociétés étrangères				0	0	0	0	0			0
				2 979	42	2 937	403	0			83

NOTE N° 15 : Expositions aux risques du marché

(en millions de francs)

	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
I - Risques de taux d'intérêt				
A) BILAN				
- Actifs financiers (avances et valeurs mobilières de placement)	1 826	0	0	1 826
- Dettes financières :				
. à taux variables	1 357	531	0	1 888
. à taux fixes	1	2	1	4
. sans rémunération	12	332	0	344
	1 370	865	1	2 236
B) HORS BILAN (montants notionnels des contrats)				
. contrats d'échanges de taux d'intérêts (marché de gré à gré)	0	0	0	0
II - Risques de change				
. Dettes fournisseurs enregistrées au bilan : 1 844 MF en contrevalueur dollars US.				
. Dettes clients enregistrées au bilan : 494 MF en contrevalueur dollars US.				

NOTE N° 16 : Résultat de la Société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications	1999	1998	1997	1996	1995
1. Situation financière en fin d'exercice					
A) Capital social (en millions de F) (3)	1 320	1 051	2 101	2 101	2 101
B) Nombre d'actions émises	52 780 650	42 020 971	42 020 971	42 020 971	42 020 971
C) Nombre d'obligations convertibles en actions.....	0	0	0	0	
2. Opérations et résultats de l'exercice (en millions de francs)					
A) Chiffre d'affaires HT	22 632	17 719	21 079	17 659	13 432
B) Résultat avant impôts, amortissements et provisions (1)	1 728	563	1 295	1 408	1 463
C) Impôts sur les sociétés.....	20	290	495	66	78
D) Résultat après impôts, amortissements et provisions (6)	(127)	591	827	129	527
E) Résultat distribué (2)	369	210	966	210	210
3. Résultat par action (en francs)					
A) Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions.....	32,36	6,50	19,04	31,94	32,96
B) Résultat après impôts, amortissements et provisions	(2,41)	14,06	19,68	3,07	12,54
C) Dividende attribué à chaque action	7,00	5,00	23,00	5,00	5,00
4. Personnel					
A) Effectif moyen des salariés (5)	809	701	752	702	860
B) Montant de la masse salariale (4) (en millions de francs)	376	316	280	302	343
C) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres sociales, etc.) (en millions de francs)	196	194	196	191	207

(1) Conformément aux recommandations de la COB (Bulletin 104 de mai 1978) le montant retenu pour le poste provisions est un montant net, représentant le montant des dotations de l'exercice diminué des réintégrations.

(2) Sous réserve d'approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour l'année en cours.

(3) Voir Note n°8 : composition du capital social.

(4) Y compris indemnités diverses.

(5) Y compris effectif moyen des Établissements de Dubaï (157).

(6) Y compris résultat bénéficiaire des Établissements de Dubaï (57 MF), après amortissement du goodwill.

NOTE N° 17 : Tableau des affectations de résultat

(en millions de francs)

ORIGINES :		PROPOSITION D'AFFECTATIONS :	
1. Report à nouveau antérieur	433	4. Réserves	0
2. Résultat de l'exercice	(127)	5. Dividendes	370
3. Prélèvement sur les réserves	67	6. Autres répartitions	0
		7. Report à nouveau créditeur	131
		8. Report à nouveau débiteur	(127)

NOTE N° 18 : Détail des produits et charges exceptionnels

(en millions de francs)

Le résultat exceptionnel négatif de 800 MF comprend :

- 1 217 MF de dotation à la provision pour hausse des prix,
 - 554 MF de reprise de provision pour fluctuation des cours,
 - 216 MF de reprises de provisions pour restructuration :
 - *dont 134 MF de reprises pour plan social 97-98,
 - *dont 62 MF de reprises pour restructuration Butagaz,
 - *dont 20 MF de reprises pour restructuration Notre Dame de Gravenchon et Dunkerque,
 - 128 MF de provisions pour charges de restructuration :
 - * dont - 45 MF pour plan social 97-98,
 - * dont - 43 MF pour restructuration Butagaz,
 - * dont - 21 MF pour restructuration C/I,
 - * dont - 11 MF pour restructurations Notre Dame de Gravenchon et Dunkerque,
 - * dont - 8 MF pour autres plans,
 - 64 MF de provision pour redevances de stocks de réserves,
 - 31 MF de provisions pour démolition/dépollution dépôts,
 - 17 MF de dotations aux amortissements pour ferrailage,
 - 16 MF de reprises de dépréciations des immobilisations ferrillées,
 - 14 MF de reprises nettes d'amortissements dérogatoires,
 - 6 MF de dotations et reprises de provisions diverses nettes.
- * Soit un total net de dotations/reprises de - 663 MF.**
- 110 MF de charges de restructuration pour plan social 97-98,
 - 56 MF de charges de restructuration Butagaz,
 - 27 MF de recette sur pénalités reçues de Butagaz,
 - 23 MF de plus-values sur cessions d'actif,
 - 20 MF de charges de restructurations Notre Dame de Gravenchon et Dunkerque,
 - 1 MF de charges et produits divers nets.

*** Soit un total net de charges/produits sur opérations de gestion et de capital de - 137 MF.****NOTE N° 19 : Impôt société**

(en millions de francs)

Quote-part de l'impôt société calculée sur :

- le résultat d'exploitation	599
- le résultat financier	(237)
- le résultat exceptionnel.....	(362)
Total impôt 1999	0
Dotation provision contrôles fiscaux	34
Reprise I.S. 1998	(14)
Total impôt net 1999	20

NOTE N° 20 : Effectif des salariés

Au 31 décembre 1999, l'effectif de BP France s'élève à 808 personnes se répartissant en :

	BPF hors Dubaï	Dubaï	Total BP France
- Ouvriers	84	20	104
- Employés	19	5	24
- Maîtrise et Assimilés	248	60	308
- Cadres	299	73	372
	650	158	808

Inventaire des valeurs mobilières 1999

(en milliers de francs)	Part détenue	Nombre de titres	Valeurs nettes d'inventaire
GERLAND S.A.....	99,990	2 060 573	893 858
BP CHEMICALS SNC.....	100,000	4 999 990	499 999
BP LAVERA SNC	100,000	1 999 999	200 000
SOCIETE DE LA RAFFINERIE BP			
ET ELF DE DUNKERQUE	60,000	1 601 995	160 200
APEX INGENIERIE S.A.....	99,850	3 994	35 015
INTERFUEL SNC	99,990	9 999	1 000
BP FIOUL SERVICES SNC	99,900	9 990	999
AUTRES FILIALES (< 1 MF)			550
Total des filiales			1 791 621
BP CAPITAL N.V.	5,163	60 000	496 936
NAPHTACHIMIE SA.....	49,999	1 399 980	309 997
APPRYL SNC	49,000	552 281	184 104
COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE.....	12,000	108 000	22 113
OXOCHIMIE SA.....	49,999	321 686	21 017
TRAPIL SA.....	6,230	31 148	20 520
GEOSEL MANOSQUE SNC.....	19,900	39 472	18 133
SOCIETE DU PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE	12,166	36 498	11 562
MIDDLE EAST LUBRICANT COMPANY	29,300	220	8 446
SOCIETE DU PIPELINE SUD EUROPEEN	3,558	53 374	7 820
ENTREPOTS PETROLIERS REGIONAUX.....	29,115	2 749	6 820
GEOGAZ SA.....	19,592	8 219	6 020
SOCIETE DE MANUTENTION CARBURANT AVIATION...	16,664	11 998	3 341
SOC TRAIT.IND DES GAZ (STIG)	16,450	16 450	3 290
ARJOBEX SNC.....	49,000	315 217	3 152
DEPOT PETROLIER COTIER.....	9,000	225	1 158
AUTRES PARTICIPATIONS (< 1 MF)			3 302
Total des autres participations			1 127 731
GIE avec capital social			4 462
GIE sans capital social			13 500
Autres formes de participation			1 787
TOTAL TITRES DE PARTICIPATION			2 939 101
Placements auprès de sociétés du Groupe BP Plc			1 107 315
TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			1 107 315

Résolutions

Projet de résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 mai 2000

Première résolution

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes de l'exercice tels qu'ils lui sont présentés, faisant ressortir une perte nette comptable de 127 493 876,29 Francs.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale constate qu'après régularisation du boni de fusion de FIOUL 36, due au paiement des rôles supplémentaires, le nouveau boni de fusion s'élève à 40 850,81 Francs au lieu de 78 358,81 F. La somme de 78 358,81 F. ayant déjà été dotée au compte "primes d'émission et de fusion" par l'Assemblée Générale du 18 juin 1999, il est décidé de reprendre la somme de 37 508,00 F sur le compte "primes d'émission et de fusion".

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide la création d'un compte "report à nouveau débiteur" et d'y affecter le résultat de l'exercice.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de doter à "la réserve spéciale des plus values long terme" la somme de 10 841 051 Francs, par prélèvement sur le compte "réserve disponible".

Cinquième résolution

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale décide de distribuer un montant de 369 464 550 Francs, soit une somme de 7 Francs par action, assortie d'un crédit d'impôt au taux légal.

Cette distribution sera payée à partir du 1^{er} juillet, auprès de la Banque Nationale de Paris.

Rappel des dividendes versés au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Dividende	Impôt versé	Revenu réel
1996	5	2,5	7,5
1997	23	11,5	34,5
1998	5	2,5	7,5

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de prélever les sommes à distribuer en application de la cinquième résolution sur :

- * Le compte report à nouveau pour 302 152 371 Francs. Après cette affectation le compte report à nouveau passe à 130 780 065,02 Francs et sera dénommé "compte report à nouveau créditeur".
- * Le compte réserve disponible pour 67 312 179 Francs. Après cette affectation le compte réserve disponible passe à zéro Franc.

Septième résolution

Après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux opérations visées par les articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966, l'Assemblée Générale approuve ledit rapport et les conventions qui y sont évoquées.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat d'Administrateur de Monsieur Jean-François ROGEAU pour une durée de six exercices, le mandat de Monsieur ROGEAU se poursuivra jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2005.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation de Monsieur Kirk MITCHELL en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur David HULF démissionnaire.

Le mandat de Monsieur MITCHELL se poursuivra jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Thierry RONDEAU en tant qu'Administrateur, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2005.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copie ou extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la Loi.